

# Pierre Lambert, 1920-2008

**Un vrai bloc d'histoire sur lequel on raconte beaucoup d'âneries.**

*Suivi de Compléments sur Pierre Lambert*

**(par Vincent Préseume)**

La mort de Pierre Lambert, à l'âge de 87 ans ce mercredi 16 janvier, suscite forcément deux types de commentaires. Les uns, hagiographiques, les autres, diabolisants. Il est incontestable que Pierre Lambert représente une page de l'histoire du mouvement ouvrier français.

Son parti, le PT en voie d'être rebaptisé "parti ouvrier indépendant", et son courant qui contrôle en fait le dit "parti", le "courant communiste internationaliste du PT", le présente comme le "dirigeant de la IV<sup>e</sup> Internationale".

Nous sommes là dans le registre de la mystique et de la mystification, un peu comme ces sectes chrétiennes qui se présentent comme dépositaires du mandat divin : le bon peuple ne sait même pas que ce parti révolutionnaire, indépendant, démocratique, dont la classe ouvrière et tous les opprimés ont réellement besoin, a été proclamé "construit" par les partisans de Pierre Lambert, de même que l'organisation internationale dont il serait la section française. Oyez, oyez, la bonne nouvelle ... personne ne l'entend puisque c'est un bobard, grossier et, au fond, irrespectueux envers la classe ouvrière.

D'un autre côté, les commentateurs journalistiques patentés expliquent que "le mystérieux Lambert" pratiquait l'"entrisme" et s'embarquent dans de fumeuses spéculations : jusqu'où Lambert avait-il placé ses pions ? Au delà de la rue de Solferino et du siège de FO, allaient-ils jusqu'à l'Élysée ? jusqu'au Vatican ? Carla Bruni a-t-elle été placée par les "lambertos" ? Car ils sont partout, les vrais, les faux, les ex et les pas tout à fait ! Ils ont des signes, ils se reconnaissent entre eux, faites très attention ... C'est ainsi que dans les salles de rédaction et dans les organisations politiques ou syndicales, se rencontrent des "lambertologues" à la réputation construite sur la connaissance supposée de "qui en est". Soyons clairs : avant de parler de Lambert et d'un éventuel "lambertisme", il faut se déprendre de l'anti-lambertisme, ce système de fantasmes sur des agents infiltrés tissant leur toile, avatars des théories attribuant des complots à tel ou tel groupe idéologique, ethnique ou religieux, dont on voit bien à quels vieux thèmes ils s'abreuvent, consciemment ou inconsciemment.

Nous avons besoin d'une approche démystifiée, dépassionnée, laïque en somme, de l'histoire de Lambert et de l'organisation qu'il a construite. Beaucoup l'ont chargée de défauts qui étaient en fait aussi en grande partie les leurs : sectarisme, violence latente et parfois ouverte, culte du chef, machisme. La vieille OCI a été, après mai 68, le bouc émissaire des gauchistes, des staliniens et de certains chrétiens de gauche. J'ose prétendre que ceux qui sont passés par l'école de la vieille OCI et se sont consciemment défaits du manteau sectaire et affabulateur y ont par contre beaucoup appris et irriguent aujourd'hui, en effet, non comme une bande de comploteurs, mais comme des

militants ayant une expérience à échanger, le mouvement ouvrier français. La balance penche du bon côté au solde final de l'histoire : en matière de formation de militants, de combattants, d'intellectuels, Lambert a finalement fait du bon boulot ; au total, si l'on regarde ceux qui ont rompu avec lui ou qu'il a exclus ! Contradictoire ? Bien sûr : la vie est compliquée, la vie est dialectique.

## **Du jeune Bousset à l'OCI**

Pierre Bousset, issu d'un milieu fort pauvre, né le 9 juin 1920 à Montreuil et parfait "titi parigot" de Montreuil avec son ami de jeunesse Essel (le futur patron de la FNAC), est devenu militant trotskyste dans les années 1930, c'est-à-dire au temps où nazisme et stalinisme se dressaient comme deux cauchemars complémentaires barrant l'horizon des magnifiques élans révolutionnaires des ouvriers français et des ouvriers et paysans espagnols et catalans en 36. Il est donc d'une génération qui connaît à la fois les pratiques et les habits du "vieux" mouvement ouvrier, celui de juin 36, et dans laquelle se sont isolés des outsiders, des fortes têtes opposées au stalinisme et au Front populaire, cette alliance avec la bourgeoisie au motif d'antifascisme qui a finalement ouvert la route au fascisme : des fortes têtes, avec leurs qualités et leurs défauts, hâbleurs et pinailleurs. Passé des Jeunesses communistes au trotskysme, ayant choisi le groupe minoritaire mais activiste de Raymond Molinier et Pierre Frank et ayant tenté de s'insérer dans les rangs de la gauche socialiste pivotiste pour faire connaître ses thèses -assez sommaires : "Bâtis ton parti ! Bâtis ton soviet !"-, le jeune Bousset n'a pas choisi d'être un militant professionnel : il l'est de fait, dans la clandestinité et la vache enragée, à la suite de son arrestation pour "propagande communiste nuisant à la défense nationale" début 1940 et de sa sortie de prison en pleine débâcle de juin 40.

C'est pendant la guerre et l'occupation qu'il prend un profil particulier dans le mouvement trotskyste. Dans les Comités Communistes Internationalistes dirigés alors par Henri Molinier (tué en 44), il s'oppose aux thèses de ce dernier qui pense que l'ordre du pacte germano-soviétique est installé pour au moins cinquante ans, et il est exclu de ce groupe (pour ses divergences selon la version "lambertiste", pour avoir exposé celles-ci dans une réunion de stagiaires, mettant en danger la sécurité du groupe, selon Michel Lequenne, un militant de cette période qui a beaucoup écrit et qui déteste cordialement Lambert) peu avant la réunification générale à laquelle il participe en 44, donnant naissance au Parti Communiste Internationaliste (PCI), fort d'environ 700 militants. Le camarade Lejeune (son principal pseudo à cette date) a donc été formé par l'école Molinier-Franck, activiste, anti-intellectualiste et souvent sectaire, dont sont issus par ailleurs les fondateurs du futur courant "pabliste" à l'origine de l'actuelle LCR, mais il est à part des courants et fractions du PCI formé en 44. Ce qui est dit là est une première approche pour l'histoire, mais la quantité d'erreurs involontaires ou malveillantes qui circulent dans les papiers des journalistes sur le trotskysme dans la seconde guerre mondiale est impressionnante. Disons simplement ici qu'aucun des courants trotskystes n'est suspect peu ou prou de "collaboration" -à la différence des staliniens du Pacte germano-soviétique.

Lambert -c'est alors qu'il devient Lambert- s'affirme comme l'un des responsables du travail syndical du PCI à partir de 1945, avec notamment Daniel Renard et Marcel Gibelin. Rétrospectivement, il est clair que cette activité syndicale fait partie des aspects du combat du PCI

d'après-guerre qui ont laissé le plus de traces. Elle a deux principaux faits d'arme à son actif. Le premier est la grève Renault de 1947 -dont le leader le plus connu, Paul Bois, est membre du groupe ancêtre de Lutte Ouvrière, mais il n'aurait pas joué le rôle d'orateur de masse qu'il joue alors sans la présence d'autres militants membres eux du PCI comme Daniel Renard ; cette grève fit basculer la situation politique française en produisant notamment l'exclusion des ministres PCF du gouvernement d'union nationale. Le second est sa contribution, via la tendance révolutionnaire École Émancipée (qui ne doit surtout pas être réduite au trotskysme mais dans laquelle s'expriment les militants trotskystes) au maintien, contre la scission syndicale entre CGT et CGT-FO, de l'unité de la fédération enseignante de la CGT, la FEN, avec droit de tendance, une option qui est à l'origine de la place longtemps occupée par la FEN puis, plus partiellement, par la FSU dans le mouvement ouvrier français.

Dans la version "lambertiste" officielle, Lambert est alors le "chef" de la "Commission ouvrière" du PCI qui est censée avoir été le foyer de résistance aux "mœurs petites-bourgeoises" de la direction représentée par Pierre Frank, puis de résistance au "pablisme". Cette reconstruction du passé faite après coup comporte un noyau de réalité, à savoir que c'est l'ancrage syndical de plusieurs des militants du PCI qui les a conduit à résister en 1951-1952 à l'injonction d'adhérer au PCF faite par Pablo en tant que "secrétaire général de la IV<sup>e</sup> Internationale" (sic) (c'est ainsi par exemple que le jeune Pierre Broué, qui vient de devenir un combattant syndical défenseur des surveillants d'internat dans les lycées, refuse l'"entrisme"). Au delà de ce fait, cette version cherche à valoriser le rôle de Lambert en le calquant sur le principal "noyau ouvrier" censé avoir maintenu l'orthodoxie trotskyste dans le mouvement : l'équipe du Socialist Workers Party nord-américain (SWP), avec James Patrick Cannon et avec lui, Farrel Dobbs et les dirigeants du syndicat des camionneurs de Minneapolis, à juste titre légendaires depuis leur grève épique de 1934. La thématique de la "commission ouvrière" qui aurait représenté en somme l'essence pure du combat pour l'organisation indépendante de la classe ouvrière contre le pablisme qui conduisait, effectivement, à la liquidation des positions trotskystes par ralliement aux staliniens sous prétexte de guerre mondiale imminente, est un décalque de la mythologie forgée dans le mouvement autour de l'équipe américaine. Un décalque exactement similaire s'est produit autour de l'équipe anglaise de Gerry Healy, surnommée le "Club", qui prétend s'insérer dans les profondeurs de la classe ouvrière en entrant dans le Labour Party et en excluant en 1949, en accord avec Pablo et Pierre Frank, tous les autres courants trotskystes britanniques.

Le mythe d'un groupe de valeureux militants menés dans les grèves comme dans la résistance à Pablo par Pierre Lambert est bien entendu faux, et d'ailleurs si un militant pourrait prétendre avec plus de justification à en être l'objet, ce n'est pas Lambert mais Daniel Renard. Inversement, existe une version opposée, antithèse du "lambertisme" officiel, exposée par Michel Lequenne dans plusieurs articles et dans son livre *Le trotskysme, une histoire sans fard*, et reprise par l'essayiste superficiel Christophe Bourseiller, qui fait de Lambert un odieux magouilleur ayant tenté de gagner les faveurs de Pablo puis obligé de s'allier aux vrais anti-pablistes représentés notamment par Marcel Bleibtreu. En fait, Lambert, exclu en 1950 de la CGT et qui devient alors employé d'une caisse d'assurance maladie et, assez rapidement, permanent syndical Force ouvrière, anime un regroupement de militants syndicaux anti-staliniens mais partisans de la réunification de la CGT sur

la base de son indépendance de classe (souvent symbolisée par la référence à la Charte d'Amiens), avec un journal, *L'Unité*. Ce journal mord sur la CGT et sur des militants du PCF et a un financement provenant en partie de l'ambassade de la Yougoslavie de Tito. La réalité historique est bien que Lambert assiste d'abord avec une certaine réserve à la polémique entre partisans et adversaires de l' "entrisme" dans le PCF et s'y engage lorsqu'il apparaît que la ligne que Pablo veut imposer au nom d'une soi-disant "discipline internationale" conduirait à liquider ce regroupement syndical. De fait, celui-ci va s'étioler dans les années qui suivent, mais il a favorisé une rencontre et la naissance d'une amitié qui devait s'avérer fructueuse pour Pierre Lambert : celle, en 1952, du dirigeant anarcho-syndicaliste de l'union départementale FO de Loire-Atlantique, Alexandre Hébert.

A mi-chemin en vérité du mythe de la glorieuse phalange des valeureux syndicalistes, et de l'anti-mythe du sombre magouilleur sans principe, une formule ironique de son vieux camarade qui mettra longtemps à s'éloigner de lui, Claude Bernard dit Raoul, exprime sans doute assez bien ce qu'est alors Lambert : le "contact Man" de l'organisation, un type pas forcément important en lui-même, et certainement pas un théoricien ni un analyste politique, mais un organisateur qui noue des contacts et s'en prévaut, parmi lesquels Alexandre Hébert, mais aussi, temporairement, André Marty lors de son exclusion du PCF, et le dirigeant national algérien Messali Hadj. Or, la majorité du PCI est "exclue de la IV<sup>e</sup> Internationale" de manière parfaitement autoritaire et bureaucratique, par Pablo, en 1952, à cause du refus de l' "entrisme" au PCF (notons cela pour les journalistes "experts" : le "lambertisme" naîtra du refus de l' "entrisme" ! ) et est menacée, tout simplement, d'atrophie, d'isolement, national et international. Dans ces conditions les talents du "contact Man" sont décisifs pour ne pas sombrer dans l'isolement total envers le mouvement ouvrier français réel.

Au plan international, cet isolement semble surmonté fin 1953 et les "contacts" sont essentiellement le fait de Daniel Renard, le SWP rompant avec Pablo, entraînant le groupe anglais de Gerry Healy et les uns et les autres formant avec le PCI français un "Comité international de la IV<sup>e</sup> Internationale". En réalité cette nouvelle alliance internationale est assez illusoire, malgré le poids symbolique et moral du SWP (alors confronté au mac-carthysme). Chacun restera dans un relatif isolement, et c'est alors que le PCI va progressivement tourner autour de la personne de Lambert au point de pouvoir être appelé, après 1958, "groupe Lambert". Plusieurs autres personnalités fortes en sont éliminées, Danos et Gibelin dès 1953, Bleibtreu et Lequenne en 1955, et Daniel Renard va progressivement se replier, s'estomper. 1958 est l'année clef, car la défaite ouvrière que constitue la prise du pouvoir par De Gaulle et la mise en place de la V<sup>e</sup> République, plus le ralliement de Messali Hadj, pris pour cible par le FLN algérien, à De Gaulle, alors que Lambert avait présenté Messali comme le "Lénine algérien", sont des coups durs pour le groupe.

C'est alors, en 1959, et non pas en 1969 à la suite de la décision de voter Non au référendum gaulliste, que Lambert et Hébert votent pour la première fois pour le rapport moral au congrès de la CGT-Force ouvrière. C'est là un événement inconnu, ignoré, des "lambertistes" évidemment, mais aussi des anti-lambertistes patentés qui généralement ne savent pas démêler, dans leur hostilité mélangée à FO et au trotskysme, ce qui est insertion normale dans une organisation syndicale réformiste et ce qui est caution des aspects les plus droitiers, les plus dangereux, de la politique de ses dirigeants. Or en 1959, à la surprise des autres courants anarchistes, syndicalistes

révolutionnaires ou socialistes de gauche, Hébert et Lambert, représentants reconnus de l'opposition de gauche dans FO, votent pour le rapport moral d'une direction confédérale qui vient de refuser de voter Non au premier référendum gaulliste, celui sur la constitution de la V<sup>e</sup> République, comme l'ont par contre fait la FEN et la CGT. Pas un mot, par exemple, de ce premier et décisif ralliement, dans le livre de Lambert et Gluckstein *Itinéraires*, qui explique que ce qu'ils présentent comme l'alliance entre révolutionnaires et réformistes pour sauvegarder le "syndicalisme indépendant" de FO date de 1969. La vraie raison en est que la direction de FO a exclu d'anciens opposants socialistes "de gauche" mais "Algérie française" autour de Raymond Le Bourre (un ancien pivertiste qui finira au Front national ...) surpris par la presse dans un ascenseur avec ... les hommes du général, Michel Debré et Jacques Soustelle. Cette rupture est censée garantir l' "indépendance syndicale" même en soutenant en fait De Gaulle ! Hébert et Lambert deviennent alors l'opposition officielle, intégrée dans l'appareil de la confédération.

Un autre fait peu connu mérite d'être rapporté ici, car il souligne des évolutions parallèles entre organisations dont la culture militante et la culture tout court finissent à long terme par diverger : c'est aussi en 1958 que le groupe Voix ouvrière et le groupe La Vérité dit "groupe Lambert" entrent en contact, sans aucun doute sous la forme d'un "dialogue de chef à chef" qui conforte chacun des deux chefs dans son propre groupe, Lambert d'une part, Robert Barcia dit Hardy d'autre part, et que des diffusions communes sont organisées devant les entreprises avec des mesures de protection contre les agressions staliniennes : selon Robert Barcia, "Grâce à Lambert, nous nous sommes ouverts sur la province" (entretien dans *La véritable histoire de Lutte Ouvrière*, 2003), autrement dit le "joint venture" a surtout profité à Voix Ouvrière et Lambert a contribué de manière décisive au développement national de ce courant rival !

## **L'OCI et sa plus éminente médiocrité**

La physionomie du noyau dirigeant de ce qui sera l'OCI se dessine donc de manière durable en ces années, et Lambert en est le personnage central, le dirigeant reconnu. Cette physionomie est double. Elle repose en effet sur deux piliers.

Celui d'une groupe de quelques dizaines de militants à la fin des années 1950, puis quelques centaines à la fin des années 1960, basé sur une solide formation marxiste et trotskyste, caractérisée par la dimension internationale de ses analyses, enrichies par les contributions d'intellectuels comme les historiens Pierre Broué et Jean-Jacques Marie, d'une part, les théoriciens Stéphane Just et Gérard Bloch, d'autre part, qui cherche à résoudre la "crise de la direction révolutionnaire internationale du prolétariat à laquelle se résout la crise de l'humanité" par des interventions unitaires, des débats historico-théoriques au couteau, et des regroupements internationaux combinant "reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale" par alliance avec des courants trotskystes antipablistes -SWP américain jusqu'en 1962, organisation britannique de Healy, une alliance orageuse, jusqu'en 1970, Parti Ouvrier Révolutionnaire bolivien de Guillermo Lora de 1967 à 1979, pour ne citer que les principaux- et campagnes de défense des militants, syndicalistes ou intellectuels persécutés aussi bien dans le Chili de Pinochet qu'en URSS ou en Chine ...

L'organisation de ce groupe est "tenue" par Pierre Lambert qui est en même temps l'homme clef du second pilier, un réseau amicalo-syndicaliste qui devient l'opposition officielle, alliée à la direction,

dans FO, tout en étant bien présent aussi à la FEN. Ce réseau repose sur des compromis avec les appareils syndicaux et n'est pas, en fait, fondamentalement différent de ce que l'on peut voir aujourd'hui de la part de secteurs de la LCR par exemple dans la FSU. Son développement n'est pas contrôlé par l'organisation, mais par Lambert personnellement ; mais tous les autres responsables politiques, Stéphane Just comme Pierre Broué, acceptent qu'Alexandre Hébert assiste fréquemment aux réunions du Bureau politique de ce qui devient l'OCI (Organisation Communiste Internationaliste) en 1965 alors qu'il ne se considère absolument pas comme trotskyste et ne s'en cache pas. Progressivement, le "premier pilier" (construction d'un parti révolutionnaire) sera adapté et sacrifié au "second pilier" (le réseau bureaucratique-amical dont Lambert est le centre), mais probablement sans plan préconçu à l'avance.

Cette évolution progressive s'effectue en effet en même temps que l'OCI, et son organisation de jeunesse l'AJS (Alliance des Jeunes pour le Socialisme) à partir de 1968, devient l'une des grandes organisations d' "extrême-gauche" en France, bien qu'elle récuse le terme, à la fin des années 1960, et, dans la seconde partie des années 1970, la plus importante numériquement, l'apogée d'environ 6400 militants ayant été atteint finalement vers 1982. Dans l'extrême-gauche, l'OCI et l'AJS sont alors les organisations "anti-gauchistes", qui préconisent le front unique ouvrier, défendent le syndicalisme traditionnel, en sauvent littéralement l'existence dans le milieu étudiant en maintenant une "UNEF Unité syndicale" autour de laquelle se formera l'UNEF-ID en 1980, et rejettent les discours sur le "pouvoir dans la rue", la "pédagogie" et la "révolution sexuelle" au risque de revêtir un profil faussement "puritain" voire machiste (Lambert, avec l'aide de Just et de Bloch, élimine de l'OCI, en 1967, le responsable à la formation qu'il avait lui-même intronisé dix ans auparavant, Boris Fraenkel, grand introducteur de Reich en France et homosexuel revendiqué, au motif qu'il avait imprimé une traduction de Reich sur les presses de l'organisation sans l'en avoir avisée ...). Quand les grandes années du gauchisme post-soixante-huitard se nuancent et s'éloignent, à partir en gros de la dissolution de la Ligue en 73 et des présidentielles de 74, l'OCI a pendant quelques années le vent en poupe. Il est alors question de mettre en avant le passage au "parti des 10 000" (les 10 000 militants, chiffre symbolique du franchissement d'un seuil qualitatif) en relation avec le combat pour la "reconstruction", ou "recomposition", voire "réunification", de la IV<sup>e</sup> Internationale, l'OCI semblant être engagée après 1973 dans un débat offensif en direction du "Secrétariat unifié de la IV<sup>e</sup> Internationale" (SU) formé en 1962 par les héritiers de Pablo, inspirés par le dirigeant et théoricien économique Ernest Mandel, et le SWP nord-américain, dont la Ligue communiste puis LCR est la section française.

La perspective d'une réunification partielle des courants se réclamant du trotskysme a été éloignée par la formation, fin 1979, d'un "comité paritaire" entre le courant animé par l'OCI française et le courant dirigé par le révolutionnaire argentin Nahuel Moreno, suivie d'une rupture entre Lambert et Moreno en 1981, dépourvue d'explications politiques sérieuses de part et d'autre, et dont le troisième courant qui en était partie prenante -la petite "TLT", tendance léniniste-trotskyste du SU, entraînant vers l'OCI environ le quart de la LCR de l'époque mais qui comportait aussi des groupes en Amérique centrale- a fait les frais. L'arrière-plan de cet épisode, le dernier moment où les grandes "familles" historiques du trotskysme ont tenté de se rassembler et de discuter sur un plan

international, est constitué par la révolution nicaraguayenne. Je l'ai examiné plus précisément dans mon [article sur Pierre Broué](#) .

C'est dès 1983 que Lambert commence à expliquer que maintenant que le SWP est devenu le parti pro-cubain, et non plus trotskyste, des États-Unis, la "continuité de la IV<sup>o</sup> Internationale" représentée jusque là par les "noyaux ouvriers" du SWP américain et du PCI français, ne l'est plus que par le noyau français, c'est-à-dire par lui-même. Autrement dit : je suis la IV<sup>o</sup> Internationale ! Dans le cas de Lambert, il ne s'agit pas vraiment de grosse tête, mais d'une résignation tranquille : plus la peine de s'embêter avec des opérations de discussions, de scissions, de regroupements, avec d'autres courants comme celui de Moreno avec lesquels on est forcés, chose très ennuyeuse, contrariante et qui oblige à garder la main posée sur le porte-monnaie, tout doit se faire autour de moi et de mes hommes à moi, point à la ligne. La transcroissance vers une nouvelle internationale, une IV<sup>o</sup> Internationale rétablie allant réellement de l'avant, avec un débat démocratique et plusieurs courants, comme la transcroissance vers un parti ouvrier révolutionnaire de 10 000 militants en France, ne se fera pas. Fondamentalement, Lambert n'en voulait de toute façon pas (comme sans doute, chacun chez eux, les dirigeants des autres courants internationaux impliqués dans ces débats) car cela aurait exigé de modifier radicalement le train-train, l'institutionnalisation tranquille désormais acquise par la "boutique", par "notre affaire qui tourne et qui rapporte" ainsi qu'il l'écrira lui-même ou le fera écrire dans des circulaires internes de la fin des années 1980 ...

Ce qui a permis cette évolution, c'est le régime intérieur de l'organisation. Au nom du centralisme démocratique qui admet le droit théorique de débats de tendances et de fractions, celles-ci étaient en réalité impossibles, puisque la direction fonctionnait elle-même comme une fraction taisant ses divergences devant les militants, merveilleux moyen pour forger et entretenir le pouvoir d'une sorte d'oligarchie, elle-même dominée par un chef charismatique dont il est patent qu'il a éliminé les uns après les autres, en relation avec les débats politiques du moment, toute autre personnalité indépendante -faisons ici la liste rapide des purges nationales, sans parler des purges et mini-procès staliniens locaux : Jacques Danos et Marcel Gibelin en 1953, Marcel Bleibtreu et Michel Lequenne en 1955, Robert Chéramy et Charles Cordier en 1960, Boris Fraenkel en 1967, Balasz Nagy dit Michel Varga en 1973 -la plus violente-, Charles Stobnicer dit Charles Berg en 1979, Stéphane Just en 1984, Pierre Broué en 1989, André Lacire dit A.Langevin et Michel Panthou en 1991, Pedro Carrasquedo en 1992 (je dirai plus loin pourquoi je ne mets pas Cambadélis dans cette énumération) ..., sans oublier des militants étrangers, odieusement calomniés comme l'infatigable révolutionnaire péruvien Ricardo Napuri, accusé -en France car au Pérou personne n'y aurait cru ! -de garder pour s'enrichir son indemnité parlementaire alors que Lambert vivait dans un confort incontestable de ses émoluments de permanent à vie dans un pays industrialisé ...

Il ne faudrait pas croire pour autant que ces purges n'ont eu d'autres motifs que la nécessité de "faire de la place au chef". Il est même possible que, subjectivement, Lambert les ait autant subies que provoquées (les purgés de demain étaient d'ailleurs souvent ses agents purgeurs d'aujourd'hui comme Stéphane Just envers Varga puis comme Pierre Broué envers Stéphane Just) ; elles ont eu à chaque fois des raisons politiques aussi, qu'il faudrait développer dans une histoire argumentée de l'OCI-PCI, que cet article ne prétend pas être. Mais justement : ces débats auraient dû, dans une organisation révolutionnaire et donc démocratique, être légitimes car leurs enjeux étaient finalement

la manière de construire un véritable parti révolutionnaire de la classe ouvrière. Le parti bolchevik, dans les conditions de la clandestinité, puis de la révolution et de la guerre civile, sans avoir été forcément toujours un asile idéal de démocratie, a été sans conteste un lieu de débat ouverts, riches et âpres, sans lesquels il n'aurait pas permis la révolution d'Octobre. Rien de tel dans l'organisation construite par Lambert, alors même que la formation politique et intellectuelle que l'on y recevait, riche et dense, et les qualités qu'elle exigeait pour agir, des qualités d'altruisme, d'énergie et de réactivité, poussaient au débat et à la confrontation : dans un tel système les meilleurs deviennent soit des chefs, soit des marginaux, et le commun est peu à peu fatigué et routinisé, ce qui caractérise la vie de cette organisation depuis la fin des années 1980. Par rapport à la longue liste des personnalités qu'il a éliminées, sans oublier celles et ceux qui sont partis sur la pointe des pieds, Lambert est généralement moins "brillant" que chacun d'eux. C'était une figure terne, un bon conteur, attachant dans ses numéros de gouaille parisienne, mais répétitif et, au fond, assez ennuyeux. Mais excellent pour coordonner et contrôler les relations entre personnes.

En un certain sens, et toutes proportions gardées, Lambert, pour reprendre une formule employée par Léon Trotsky dans une conversation avec Skliansky pour essayer de répondre à la question "Qu'est-ce que Staline ?", était, comme encore auparavant un Ebert dans la social-démocratie allemande, "la plus éminente médiocrité de notre parti". Ces défauts étaient le revers d'une grande ténacité et d'un tempérament patient qui a certainement eu son utilité dans l'adversité. Mais, il faut le dire et ce n'est pas là cruauté de ma part : Lambert n'était ni Cannon, ni Moreno, ni Ted Grant. Il n'a d'ailleurs rien laissé de conséquent comme œuvre théorique, ce qui n'est pas un reproche en soi mais qui doit être dit envers ses adulateurs qui seraient pourtant bien en peine de citer ce qu'il a pu apporter en la matière, comme envers ses conchieurs qui seraient eux-mêmes bien en peine de dire ce que peut bien signifier ce mot en "isme" qu'est "lambertisme". Il avait par contre quelques talents pour faire écrire les autres et utiliser les talents des autres.

Ce militant de valeur formé et sélectionné dans les années les plus difficiles n'a donc été ni un théoricien, ni un grand dirigeant de masse, ni un meneur ouvrier, mais avant tout un monteur d'organisation, type nécessaire mais qu'il faut encadrer par la démocratie. Dans un petit appareil se prenant pour une phalange bolchevique en acier trempé, l'accession de ce type là au premier plan, la prééminence de la "plus éminente médiocrité" est le signe psychologique de ce que le petit appareil est en train de faire de l'objectif révolutionnaire le sujet de causerie des dimanches et jours de fêtes, et de s'intégrer à l'ordre capitaliste et bureaucratique réellement existant. Que ses membres de la base au sommet se considèrent comme d'ardents révolutionnaires ne remet pas en question cette réalité, mais lui permet au contraire de se reproduire.

## **Une parenthèse obligée : et non, Lambert n'a pas fait d'"entrisme" !**

Ce phénomène de micro-bureaucratie, sorte d'annexe et de singerie des grandes bureaucraties existantes dans le mouvement ouvrier, a comporté en outre un autre aspect mal connu en son temps, sauf par rumeurs, et depuis étalé sur la place publique, celui des "sous-marins". Ouvrons ici une brève parenthèse, puisqu'on parle sans arrêt, principalement à cause de Lambert, de l'"entrisme" des "trotskystes".

En réalité, celui-ci n'a rien d'un complot et a eu des formes différentes de ce que Lambert a essayé de piloter dans la social-démocratie française. C'est pourquoi avec Lambert le terme correct n'est pas du tout "entrisme", mais "sous-marinage". Il s'agit de quelque chose de différent de l'"entrisme" tout à fait transparent, ouvert et public, que préconisait Trotsky dans la social-démocratie en 1934, comme des autres cas d'entrisme se réclamant de Trotsky que sont celui de l'entrisme dit "sui generis", d'un genre particulier puisqu'il impliquait de se renier, demandé par Pablo dans les partis staliniens en 1952, de l'"entrisme organique" mis en œuvre par Moreno en Argentine qui consistait à se faire passer pour péroniste à la fin des années 1950 tout en essayant de former un vrai courant politique à partir de là, et enfin de l'entrisme à perpétuité mis en pratique par Ted Grant et ses disciples d'une part dans des partis issus du mouvement ouvrier comme le Labour Party britannique, d'autre part dans des partis bourgeois populistes comme le Parti du Peuple Pakistanais, et d'essayer d'y former des courants de gauche et des militants marxistes. Le sous-marinage à la Lambert, source involontaire de sa réputation journalistique, n'a rien à voir avec tout cela, et au risque de surprendre je dirai que de sa part cela n'a été rien d'autre qu'un pis-aller hasardeux résultant de la force des idées et des orientations politiques que portait malgré tout son organisation, l'OCI.

La possibilité d'organiser un courant socialiste ou social-démocrate de gauche existait (autre chose est de dire que c'est "ce qu'il aurait fallu faire") et méritait un débat qui, comme les autres, ne pouvait se développer librement dans une organisation telle que l'OCI, qui était pourtant bien placée pour influencer des militants socialistes ou réformistes poussés vers la gauche. Cette question s'est posée beaucoup plus tôt qu'on ne le pense en général, puisque c'est entre 1958 et 1960, dans la crise provoquée dans les milieux socialistes par la victoire gaulliste, lors de la genèse de ce qui sera le PSU (Parti Socialiste Unifié) que des militants du groupe "Lambert" tentent d'y intervenir -un véritable "entrisme" au départ, donc. Ces militants sont par ailleurs fort bien insérés dans le SNES-FEN, le syndicat des professeurs de l'enseignement secondaire. Mais ce qu'ils font au PSA (Parti Socialiste Autonome, qui existe de 1958 à 1960 et donne naissance au PSU) échappe à Lambert, qui se demande quel type de courant pourrait en sortir ; en tous cas, un courant qu'il ne contrôlerait pas. En 1960 il fait exclure -confidentiellement, puisqu'officiellement ces militants ne sont pas membres de son groupe- Robert Chéramy, Louis-Paul Letonturier et Charles Cordier, qui deviendront tous des dirigeants syndicaux à la FEN et, pour le premier, un conseiller de François Mitterrand. Le motif de l'exclusion est qu'en suivant les militants du PSA dans le nouveau PSU ils cautionnent la liquidation d'un courant issu du mouvement ouvrier par la prise de contrôle du PSU par un politicien bourgeois, l'ancien président du conseil de la IV<sup>e</sup> République Pierre Mendès-France. Les débats dans la mouvance PSA-PSU-UGS-UPS (Union de la Gauche Socialiste et Union Pour le Socialisme) ont d'ailleurs permis la venue à la future OCI de deux militants importants par la suite, Jean-Jacques Marie et Jean Ribes. Mais ce véritable "entrisme" a été stoppé net, on le voit, par Lambert.

Dix ans plus tard, mais à une bien plus grande échelle, la problématique de la naissance du nouveau PS entre 1969 et 1971 est en partie la même. Des cadres politiques, des intellectuels, des responsables syndicaux radicalisés par mai 68, sont à la fois en contact avec l'OCI et l'AJS et avec les milieux où le nouveau PS cherche à puiser des cadres. Rentrer dans le parti d'Epinais et prendre

la tête de ses jeunes n'était pas forcément stupide pour des révolutionnaires ... encore une fois je ne dis pas que c'est ce qu'il aurait fallu faire, mais que la question devait être débattue comme telle, ce qui n'a pas été le cas dans l'OCI comme telle. A ce moment là en fait Lambert pratique un double jeu : officiellement il sera de l'avis d'Alexandre Hébert, à savoir que la prise en main du PS par le politicien bourgeois Mitterrand est une tentative de le détruire comme parti issu du mouvement ouvrier (Hébert pensera que cela a été fait à Epinay), donc il ne faut surtout pas aller dans cette opération, encore moins qu'au PSU avec Mendés en 1960. Mais en même temps il accepte qu'une recrue de valeur, le jeune Lionel Jospin, soit intégrée sur la base de ses relations directement dans l'équipe rapprochée de François Mitterrand. D'un côté, pas de combat politique ouvert qui aurait pu (ou non, cela aurait dû se débattre) servir de base à un véritable entrisme, mais de l'autre, installation d'un "sous-marin" aux plus hauts niveaux, en cachant naturellement la chose aux militants de base de l'OCI.

Lionel Jospin transférera de sa formation trotskyste beaucoup de l'énergie et de l'ardeur critique anticapitaliste et antistalinienne aux jeunes loups du PS d'Epinay des années 1970 et accédera à la tête de ce parti en 1981, quand Mitterrand devient président. Ce n'est qu'en 1983 qu'il s'oppose aux conseils de Lambert, avec lequel les relations sont serrées et régulières, qui voulait qu'il engage le PS dans l'opposition à la politique d'austérité incarnée dans le gouvernement Mauroy par Jacques Delors, Jospin arguant contre cela du danger représenté par la droite et les débuts du Front national. Et ce n'est jusqu'en 1987 que Lionel Jospin cessera de payer ses "phalanges" (cotisations) à l'organisation. L'année suivante, il est ministre de l'Éducation nationale dans le gouvernement de Michel Rocard et met en œuvre avec son conseiller, le réactionnaire Claude Allègre, une politique d'autonomie des établissements fragilisant le service public et la laïcité, combattue féroce­ment par les syndicats enseignants de FO que contrôlent les militants de l'ancienne OCI ... Mais de part et d'autre le secret est gardé, les rumeurs démenties. Même les exclus de l'OCI qui sont dans la confiance, et il finit par y en avoir pas mal, gardent le silence. Ce n'est que lorsque l'intéressé, devenu premier ministre (et son âme damnée Allègre, qui lui n'a jamais été trotskyste de près ou de loin, ministre de l'Éducation nationale ! ) que les choses filtreront vraiment, obligeant pour leur part Lambert et Gluckstein à pondre un petit livre d'auto-justification, *Itinéraires*. Avec le cas Jospin, Lambert substitue ses méthodes personnelles de roublardise et d'entregent, expérimentées dans les milieux syndicaux, à la bataille politique (entriste ou non) vis-à-vis du parti qui finalement capitalise la poussée à gauche de mai 68 et des années 1970, et qui est le PS. Le vrai vainqueur et le plus roublard a été Mitterrand, c'est évident, mais le militant Jospin a été poussé dans cette situation. Car Lionel Jospin est au départ un militant discipliné de l'OCI -et même un militant qui a donné un gage initial, puisque, formé par Boris Fraenkel et ayant une amitié intellectuelle avec lui, il a cautionné son exclusion. Chose très remarquable, Jospin n'a jamais été sanctionné pour indiscipline alors qu'il a été, à son corps défendant et au moins à partir de 1983, le plus indiscipliné des militants de l'OCI eu égard aux enjeux de son action ! Là où Chéramy, Cordier et Letonturier ont été mis à la porte en 1960, Jospin a pu continuer à figurer dans les effectifs des "phalanges spéciales" jusqu'en 1987 ! La raison en est que Lambert a compté le plus tard possible sur son influence en dehors de tout poids politique réel dans les hautes sphères du PS et du pouvoir.

Parallèlement, en une sorte de chassé-croisé intéressant, Lambert se faisait "piquer" sa jeune équipe parisienne d'étudiants brillants animateurs de l'UNEF-ID autour de Jean-Christophe Cambadélis par Mitterrand, sans qu'il y ait eu d'interférence entre cette opération et la position particulière de Lionel Jospin. Tout simplement cette équipe, entraînée par les conseils de Lambert à "négocier" postes, fonds et places dans l'UNEF et la MNEF (la mutuelle étudiante), a trop bien retenue ses leçons et, se trouvant un nouveau "parrain" qui, de leur propre aveu, présentait une séduction analogue à celle de Lambert, mais qui était un homme de pouvoir nettement plus haut placé puisqu'il s'agissait du président de la V<sup>o</sup> République en personne, a changé de cheval et a rallié PS et Élysée. La rupture de 1986 a autant été un vaste cocufiage de Lambert par Mitterrand qu'une "purge lambertiste" analogue aux autres. Complétée au plan international, l'année suivante, par le départ-exclusion de Luis Favre, un conseiller du dirigeant pétiste brésilien Lula, et au plan confidentiel par l'éloignement définitif de Lionel Jospin également en 1987, elle affaiblit sérieusement Lambert, de son point de vue à lui, qui n'est pas la construction réelle d'un parti révolutionnaire, mais le développement d'un réseau d'influence politique dont la finalité ne devait d'ailleurs plus être très évidente pour lui. Ni parti révolutionnaire indépendant, ni contrefort d'un courant socialiste de gauche de masse, le "lambertisme" s'installe alors une fois pour toute dans une place circonscrite et réduite, mais confortable : celle d'un petit appareil politique de défense et illustration du "syndicalisme confédéré" version Force Ouvrière, et de coups de coudes entre ses membres pour monter dans l'appareil confédéral.

A la fin des années 1980, de nouveaux horizons s'ouvrent, le Mur de Berlin s'effondre ; l'horizon de Lambert, lui, se rétrécit une bonne fois pour toutes.

## **Le "PT" français, ectoplasme politique.**

En 1991 est donc proclamé un "Parti des Travailleurs" en France, rien que ça, par transformation de l'ancienne OCI-PCI en une fédération illusoire et artificielle de "courants", le courant communiste internationaliste, le courant du vieil allié d'Alexandre Hébert dit "anarcho-syndicaliste" et les courants fictifs "socialiste" et "communiste" du PT. Ce "PT" arbore ce nom à la suite du PT brésilien, vrai parti de masse depuis porté au pouvoir et qui est devenu le soutien d'un gouvernement social-libéral, mais il a quant à lui trois ou quatre fois moins de militants que le PCI de 1982 ...

L'année suivante est reproclamée la IV<sup>o</sup> Internationale, "refondée" et qui, donc, comme si de rien n'était, se remet à numéroter ses congrès à partir du 4<sup>o</sup> puisque trois congrès mondiaux s'étaient officiellement tenus jusqu'à celui qui vit éclater la crise dite pabliste, en 1951. De toutes ces bonnes nouvelles la classe ouvrière ne sait rien. L'auto-hypnose politique, ne dupant que ceux qui veulent bien faire semblant, est totale. En fait, décréter que le "parti des travailleurs" est construit en France a une signification bien précise : cela veut dire qu'il n'est plus à construire, qu'il n'y a plus de combat à mener contre les vieilles directions, de combat unitaire pour aider aux luttes de classe (le front unique ouvrier), que les problèmes sont réglés puisque le parti des travailleurs est là : derrière l'auto-affirmation sectaire, c'est l'acceptation du "à chacun son espace politique", qui est, notons-le bien, une caractéristique non seulement du PT, mais de l'extrême-gauche française en général, même si cela revêt ici des formes particulières. De même, la proclamation de la "IV<sup>o</sup> Internationale"

soi-disant reconstruite a le même sens au plan international. De même que le "CCI du PT" elle est enchâssée dans une fumeuse "Entente Internationale des Travailleurs et des Peuples". Au moment où le Mur de Berlin tombe, c'est la fermeture politique d'un courant qui portait quand même un héritage, celui du combat contre l'ordre mondial de Yalta et de Potsdam, contre le capitalisme et la bureaucratie. "Silence, rideau, on ferme", tel est le message de Pierre Lambert à l'issue de toute une période historique de plusieurs décennies.

Le PT est en fait la couverture politique d'une installation désormais totale dans les plis et les replis de l'appareil confédéral de la CGT-Force Ouvrière, et subsidiairement dans la direction de la Libre Pensée et dans certains milieux francs-maçons. A partir de 1969 -où ce vote était justifié, car cette année là la confédération a bel et bien appelé à voter Non à De Gaulle, avant la CGT, encore que l'accord officieux passé entre Lambert, Hébert et Bergeron, qui supposait que le Oui l'emporte, prévoyait qu'il y aurait participation au Sénat gaulliste ... (ces faits sont exposés dans la revue *La Révolution prolétarienne* parue après le congrès FO de 1969)- tous les rapports moraux de Bergeron sans exception seront votés par Hébert et Lambert.

D'autre part, les positions de l'OCI sont importantes aussi à la FEN, où l'on constate que sur la durée, l'organisation a oscillé entre la participation à la tendance devenue syndicaliste révolutionnaire de l'École Émancipée (EE), qu'elle a tenté de liquider en 1969, la "montée" dans l'appareil réformiste (dés les années 1950 dans le SNES "classique et moderne"), ou la promotion de sa propre tendance, l'EE-FUO (École Émancipée pour le Front Unique Ouvrier).

Fin 1983, à la demande d'André Bergeron, le dirigeant de FO, une décision importante est prise et imposée par Lambert : faire sortir de la FEN la grande majorité des militants de l'OCI-PCI pour leur faire prendre en main la fédération FO de l'enseignement. Véritable coup historique porté à l'unité de la FEN, cette décision, qui n'a pas réellement bouleversé le paysage syndical enseignant, apparaît après coup comme ayant ouvert à la voie à la tentative de "recomposition syndicale" de la FEN par ses propres dirigeants, mettant en cause leurs anciennes traditions (objectif de réunifier le mouvement ouvrier, forts syndicats de métiers et droit de tendance) et montant ce qui sera l'UNSA. Elle signifie un alignement profond de toutes les positions syndicales de l'OCI-PCI sur les intérêts de l'alliance bureaucratique entre Lambert et Hébert avec Bergeron. Elle conduit l'OCI-PCI à renier un de ses fondements : le combat pour la réunification syndicale du mouvement ouvrier français sur la base de l'indépendance de classe. C'est exactement au même moment que, politiquement, sont lancés les "comités pour un parti des travailleurs". Est ici exploitée et détournée l'idée -défendable- de mettre en avant le fait que les travailleurs n'ont pas une représentation politique qui soit véritablement la leur, et qu'il faut s'unir pour débattre de ce problème entre militants des diverses tendances du mouvement ouvrier, dans le sens de l'affirmation que ça y est, PS et PCF ne sont plus rien pour les travailleurs, qui conduira à la proclamation du "PT". Les militants qui s'opposent à ce tournant, ainsi qu'au passage de la FEN à FO, ou qui auraient voulu les discuter, sont souvent exclus avec Stéphane Just.

Sur la voie de la proclamation du PT, s'insère l'affligeante campagne des élections présidentielles de 1988 : pour la première et dernière fois de sa vie, Pierre Lambert sous son nom de Pierre Bousset apparaît dans les médias nationaux, excluant tout propos autre que défensif sur les revendications

ouvrières, ne posant ni la question du pouvoir, ni celle de la révolution (vous n'y pensez pas ! ), se présentant non comme trotskyste, ni même comme militant, mais comme petit retraité de la Sécurité sociale ...

Le succès réel, y compris n'en doutons pas sur un plan personnel, pour Lambert, n'est assurément pas sa campagne des présidentielles, mais l'accession du poulain des milieux amicalo-syndicalistes de FO, couvé depuis des années dans la Fédération des Employés et Cadres, à la tête de la confédération FO fin 1989, à la suite d'une vraie bataille contre les partisans d'un rapprochement à terme avec la CFDT et l'UNSA et de la poursuite renforcée de la collaboration organique avec le patronat. L'aile gauche de l'appareil syndical, qui signe elle aussi des accords pourris mais qui veut s'arrêter en chemin, prend le pouvoir dans FO avec Marc Blondel, fils spirituel indéniable de Lambert et d'Hébert (mais je ne me risquerai pas à dire qui est le papa et qui est la maman ! ).

De la campagne présidentielles de Boussel, le seul "acquis" durable, ce sont les signatures des 500 maires que Gluckstein retrouvera en 2002 et Schivardi en 2007 ; petits maires ruraux de gauche pour beaucoup d'entre eux, gagnés sur le thème de la défense des services publics et de la laïcité, ce qui n'est pas sans valeur, mais aussi maires divers droites ou souverainistes qui veulent défendre "la nation" contre "l'Union européenne". La défense de la démocratie contre la V<sup>o</sup> République, mise en avant pour lancer les sections pour un parti des travailleurs en 1983-84, est devenue la défense de la nation contre l'Union européenne, cette nation française censée porter avec elles les conventions collectives, la Sécurité sociale, les services publics et la laïcité, et pour ces raisons, attaquée par Bruxelles : sur cette thématique des accointances droitières sont possibles et pratiquées par Lambert, et plus encore par Hébert, qui n'a pas une image de chef de parti trotskyste à préserver un petit peu et qui ne cache pas ses contacts du côté de Pasqua et de Le Pen. Cette histoire de menace de l'impérialisme, "réaction sur toute la ligne", non seulement sur les libertés démocratiques conquises par les révolutions du passé, mais sur l' "existence des nations" en fait assimilées aux États existants, innovation "théorique" de Lambert et de Daniel Gluckstein, sert à justifier une orientation politique qui, si elle rappelle souvent les revendications fondamentales de la classe ouvrière de manière défensive, ne veut plus poser la question du pouvoir, ce qui est l'essence même du marxisme, du bolchevisme et du trotskysme : partir des revendications quotidiennes pour conduire les travailleurs à la prise du pouvoir et à la centralisation, à l'unification de leur combat contre l'État bourgeois. Le fait (réel) de la formation d'alliances internationales institutionnalisées entre États bourgeois, comme l'Union Européenne mais aussi l'OCDE, l'ALENA, le Mercosur ... sert ici à substituer le combat contre le pouvoir réel de l'État réel (dont ces institutions, qui doivent être combattues, sont des émanations) par le combat fictif contre un ennemi "transnational" qui "menace les nations". A quel point ce discours peut conduire à des dérives douteuses, un exemple l'illustre cruellement : celui de la seule section de la IV<sup>o</sup> Internationale reproclamée par Lambert à avoir une base significative dans son pays en dehors de la France, à savoir la section algérienne, qui est elle aussi un "PT", avec une figure emblématique, Louiza Hannoune. La "défense de la nation" a conduit le PT algérien à s'opposer frontalement aux mouvements de masses qui, en Kabylie, ont à plusieurs reprises affronté le pouvoir capitaliste et militaire du régime algérien, et à participer à des élections boycottées par tous les autres partis d'opposition ... ce qui lui a valu la "grande victoire"

d'une vingtaine de députés, octroyés par la SM -la Sécurité Militaire algérienne de sinistre réputation ... Et après ça on vient faire la leçon sur l' "indépendance de classe" ?

Attention, toutefois : le "PT" français n'est pas une pure curiosité politique. Beaucoup de militants de l'extrême-gauche actuelle et des mouvements altermondialistes, lorsqu'ils en connaissent l'existence, se contentent d'une moue dédaigneuse à son sujet. Cependant sa posture n'est pas sans analogie avec la leur, elle ne fait que l'accentuer sur certains points. L'idée selon laquelle après la fin de l'URSS le monde est à la dérive et que seuls des combats défensifs sont envisageables est une idée bien commune. Le caractère "nationaliste" qui indignait certains militants, dans le cas du PT, est l'extrémité d'une conception défensive se détournant de tout combat sérieux pour poser la question du pouvoir et la résoudre et ramenant tout à la "défense des acquis" sans autre perspective, avec une bureaucratie syndicale qui, en effet, n'a pas d'autre perspective -ce qui ne peut que la conduire à brader les dits acquis ...

Là réside à terme la contradiction finale du PT. Par rapport à la vieille OCI, ce parti dans les années 1990 est étonnamment terne et calme, grisâtre et ennuyeux comme l'URSS de Brejnev. Au sommet de ce royaume des aveugles, brille par ses sophismes et son érudition "marxiste" celui qui, finalement, par élimination, fut le "dauphin" de Lambert, occupant la place laissée vide par les purges antérieures et les absences croissantes du vieux chef vieillissant, bien conservé au frais dans ses locaux tel un vieux calife : le vizir Gluckstein dont le pseudo était Seldjouk. Quand au vieux chef vieillissant, il était devenu une sorte d'étendard avec son accent avalant ses mots, ses mégots (il est le "pépé mégot" d'un vieux sketch d'Alex Métayer), son pif un peu rougissant, sa bonne bouille de vieux renard finalement pas si malin et peut-être pas si auto-satisfait ...

Gluckstein n'est évidemment pas Lambert, ni par ses qualités, ni par ses défauts. Il a veillé sur l'appareil, sur le local du 87 rue du Faubourg Saint-Denis, et sur l'attachement à la lettre de Marx et de Trotsky dans les formations internes, dont l'intérêt aux yeux du "retraité de la Sécurité sociale" Bousset était devenu assez relatif. L'un et l'autre s'amusaient sans doute de leur réputation sulfureuse faite par les journalistes dits d'investigation, une réputation en effet très au dessus de leurs vertus et de leur habileté réelles. Mais culturellement et pour ainsi dire physiquement, l'un et l'autre ne représentent pas la même chose dans le mouvement ouvrier. Qu'on le veuille ou non, Lambert portait en lui, en sa façon, le style et une sorte d'âme d'un monde militant, et tout à la fois d'une sphère bureaucratique en osmose avec ce monde. La force de la vieille OCI, dissipée par les purges et les reniements, dispersée dans le monde réel, l'avait abandonné lui et son organisation, mais s'y était substituée une imagerie et un esprit issus du vieux mouvement ouvrier, drainant des bribes de Jaurès, de Pelloutier et de Pivert, sous une forme très abâtardie mais pouvant encore impressionner un jeune, surtout avec son décorum. Lambert parti, cette fausse magie part avec lui.

Le PT était devenu une organisation très triste. Je me souviendrai toujours de Karim Landais, ce jeune bien représentatif de la recherche honnête d'une issue révolutionnaire et de la soif de savoir des étudiants de la fin du XX<sup>e</sup> siècle, et qui n'avaient à se mettre sous la dent que ces organisations au lourd passé. En deux ans il avait mesuré toute la tristesse du monde, du manque d'issue politique alors que la crise de l'humanité, et de la planète, sont là, et c'est sa traversée du PT qui la lui avait fait mesurer. Il s'y est brûlé les ailes. Après nous avoir légué des recherches du plus grand intérêt

sur pourquoi les organisations bâties pour l'émancipation ne sont pas émancipatrices, Karim s'est supprimé. C'est aussi cela, le bilan de Lambert et des "chefs" de sa génération. Certes, ils ont transmis. Mais un héritage est mort et mène à la mort si on ne le fait vivre.

2007, l'année qui précède la mort de Lambert, a mis en cause la continuité de l'illusion nommée PT. La campagne Schivardi, succès politique dans son versant droitier (les signatures de maires apparentés UMP ou MPF ! ) fut un échec évident dans son résultat électoral. Elle condamnait déjà implicitement le "PT" puisqu'elle ne se présentait pas comme une campagne du PT, mais comme une campagne d'un mouvement de maires pour " la défense de la République (la Cinquième ? ! ) contre l'Union Européenne". Son fiasco a conduit la direction du PT, c'est-à-dire l'équipe formée par Lambert et dirigée par Gluckskein, à virer de bord et à annoncer qu'ils allaient bientôt fonder un "parti ouvrier et socialiste" qui, aux dernières nouvelles, s'appellerait un "Parti ouvrier indépendant". Ces métamorphoses du serpent qui change de peau pour devenir toujours le même et finit par se mordre sérieusement la queue montrent bien l'impasse que sa propre direction reconnaît implicitement, et dans laquelle se trouve le PT. Mais il y a sans doute plus important qui pousse le PT s'il veut exister à faire semblant de se transformer : depuis l'arrivée de Marc Blondel à la tête de la CGT-FO il y avait une solide position de pouvoir dans le mouvement ouvrier à laquelle il était en réalité attaché. Mais le pouvoir pour quoi faire ? Les poulains de Lambert dans FO gèrent le syndicat, son appareil, point à la ligne, comme le feraient d'autres fonctionnaires syndicaux. N'ayant pas de perspective politique révolutionnaire ils ne peuvent que s'adapter à l'évolution du capitalisme. Un "brave réformiste" qui résiste sur la défense des acquis, ça peut durer quelques années, mais assurément pas pendant toute une période historique. Vient le moment où il signe, qu'il ait été ou non élevé sur les genoux de Lambert. Surtout que dans le cas de Blondel, il n'en était tout de même à sa première signature !

Blondel s'est retiré sur le confortable Aventin de la présidence de la Libre Pensée, laissant son héritier programmé Jean-Claude Mailly prendre les rênes de FO en 2004. Depuis, les amis d'Alexandre Hébert le disent : Mailly glisse vers le corporatisme ! Tout dernièrement, il a signé l'accord sur la "modernisation du marché du travail". Cette signature, qui n'est pas à ce jour dénoncée en tant que telle dans *Informations Ouvrières*, le journal du PT (et autrefois de l'OCI-PCI) signe non seulement un recul social, mais participe pleinement du "corporatisme" à la façon de la CFDT historiquement dénoncé par Lambert, Hébert et Blondel, puisque le texte signé par Mailly doit servir de base au projet de loi présenté par le gouvernement Sarkozy à l'Assemblée nationale.

Les amis du père Hébert, eux, sont déjà dans l'opposition, ce depuis le congrès de Lille en juin 2007 où ils se sont comptés en allant au vote contre l'adhésion à la CSI (Confédération Syndicale Internationale), faisant 9% et ayant un succès d'estime autrement plus profond parmi les délégués. L'histoire est décidément impitoyable : elle aura attendu quelques mois avant la mort de Lambert pour voir le courant de son vieil allié, qui lui avait servi à corseter l'OCI, à la mettre au service de la montée dans l'appareil bureaucratique comme but en soi, se séparer de lui ... par la gauche !

Les responsables PT dans l'appareil de FO (à commencer par le fils d'Alexandre, Patrick Hébert, en Loire-Atlantique) ont couvert l'évolution perceptible de Mailly et de la direction confédérale lors du

congrès de Lille. Que vont-ils faire à propos de ce dernier accord ? L'histoire n'est pas écrite d'avance.

Elle comporte parfois des symboles : la même semaine, Lambert meurt et sa politique d'implantation dans l'appareil de FO fait faillite dans la mesure où les militants avaient encore besoin d'une justification. Le "lambertisme" n'aura été en politique qu'une catégorie purement négative, un espèce de champignon posé sur le trotskysme et sur le syndicalisme français, épouvantail utile et fétiche maladif de la part de ses adversaires parfois obsessionnels. Les militants ouvriers, ceux du futur ex-PT comme les autres, lui survivront. Avec eux, nous voulons nous retrouver, tous ensemble dans le respect mutuel, dans la lutte des classes, pour en finir avec les patrons et avec l'État, contre toutes les bureaucraties.

Paix aux mânes de Bousset-Lambert et ni Dieu ni maître !

Vincent Présumey, le 20 janvier 2008.

## Compléments sur Pierre Lambert

*J'avais écrit rapidement une note biographique sur Pierre Lambert suite à son décès, sous la pression de camarades qui la souhaitent et parce que les tout premiers communiqués publiés à cette occasion ne s'éloignaient généralement guère de deux registres, les mélangeant même parfois : soit l'hagiographie béate, soit, plus souvent, la diabolisation haineuse. Un point commun aux deux approches : l'ignorance.*

J'estime être allé trop vite sur plusieurs aspects dans ce premier texte. Voici donc un texte complémentaire, beaucoup plus détaillé, sur les racines de la politique syndicale du "lambertisme". Je reviendrai ensuite sur quelques autres aspects, en répondant au passage à un texte qui critique certains de mes premiers commentaires, texte anonyme présenté comme émanant d'un "ex-cadre du PCI" sur le site "Lutte de classe" (<http://www.meltl.com/construction/pourparution1.pdf>). En outre, la diffusion sur le net de ma première notice sur Pierre Lambert m'a valu de prendre connaissance d'un travail remarquable, le mémoire de Jean Hentzgen, *Agir au sein de la classe. Les trotskystes français majoritaires de 1952 à 1955* (<http://jeanalain.monfort.free.fr/Hentzgen/agir2.htm>). C'est le premier travail systématique sur l'évolution et la composition de l'ancienne section française de la IV<sup>e</sup> Internationale, future OCI, au moment charnière des trois années qui suivent la "crise pabliste". C'est déjà un document incontournable pour quiconque voudrait étudier l'histoire de cette organisation. Ici je reviens, en partie pour rectifier mon propre exposé des faits, en partie pour approfondir une question politique importante, sur la question clef des relations entre Lambert et les appareils syndicaux.

### A nouveau sur Lambert et FO.

Il est en effet incontestable que le rôle politique de Lambert et en particulier la manière dont il a conditionné progressivement la politique de l'OCI-PCI puis du MPPT dérive en grande partie d'une alliance structurelle, organique, passée dans la confédération Force Ouvrière avec la direction de celle-ci, à l'époque où le dirigeant de FO était André Bergeron. Cette alliance a fait du courant syndical dont Pierre Lambert et Alexandre Hébert étaient les deux principaux représentants, une sorte de "gauche officielle" de FO qui, à partir de 1969, a voté régulièrement les rapports moraux et d'orientation de Bergeron, et a placé ses partisans et alliés à tous les échelons de l'appareil confédéral. Finalement, la victoire de Marc Blondel prenant la tête de la confédération en 1989 en est le fruit. Lorsque la question de la place et de l'orientation de FO est abordée dans les publications du PT, ce qui est rare, la confédération est présentée comme un bastion de l'indépendance de classe des organisations syndicales, permettant, par son existence même, à la classe ouvrière de résister aux offensives du capital et de l'Union Européenne. La pierre de touche historique de cette place de la confédération FO commence à dater mais elle est importante, c'est sa prise de position pour le Non au référendum gaulliste de 1969 qui voulait instaurer un "Sénat économique et social" intégrant les syndicats au fonctionnement de l'État, Non qui fut suivi de celui de la CGT et qui, victorieux, entraîna un an après mai 68 la démission du général De Gaulle de la présidence de la V<sup>e</sup> République qu'il avait fondée.

## 1969 : le Non au référendum gaulliste.

Pour résumer la version "lambertiste" de cet épisode, au congrès FO de 1969, confronté au projet de référendum de De Gaulle, dont l'objectif explicite est de liquider mai 68 au moyen de la "participation", c'est-à-dire de l'intégration des syndicats comme rouages de l'État, André Bergeron dans son rapport introductif se déclare défavorable à l'évolution législative voulue par De Gaulle, et Pierre Bousel (Lambert) dans son intervention, prenant appui sur ce qu'avait amorcé Bergeron, soulève les applaudissements en rendant complètement explicite le fait qu'il s'agit d'appeler à voter Non au référendum. Grâce à quoi le Non l'emportera. Dans *Itinéraires*, livre d'entretien en tandem de Pierre Lambert et Daniel Gluckstein (2002, Éditions du Rocher), Lambert dit ceci :

"Quand, beaucoup plus tard, un certain Séguin, alors ministre du gouvernement Balladur, tirera le bilan de cette époque, il dira : la grève générale de 1968 et l'échec du référendum de 1969 nous ont fait perdre vingt-cinq ans dans notre politique d'intégration des organisations syndicales et de destruction de la Sécurité sociale. Je pense qu'il a raison et que ce que nous avons fait à cette époque, dans le respect de l'indépendance entre partis et syndicats, dans le respect des prérogatives des organisations syndicales, a contribué à ce résultat pour la classe ouvrière."

Parfaitement exact, en ce qui concerne l'appréciation du rapport de force politique entre les classes tel que mai 68 et le Non en 69 l'ont marqué de manière durable en France. Cependant, ce n'est pas "le respect des prérogatives des organisations syndicales" qui a permis ce dernier résultat. C'est, d'une part, la grande inquiétude politique des cadres syndicaux devant le projet gaulliste, et plus encore la difficulté où se trouvaient d'accepter ou de paraître accepter de se faire les complices de De Gaulle ceux qui l'auraient voulu, de par la pression de la classe ouvrière après la grève générale. C'est, d'autre part, une véritable stratégie de fraction intervenant de manière concertée dans le syndicat, et non pas "le respect des prérogatives ... etc.", qui est mise en œuvre au congrès. Raymond Guilloché, qui analyse le congrès pour la revue syndicaliste révolutionnaire *La Révolution prolétarienne* (la "RP"), la décrit ainsi :

"Le camarade Bousel (des employés de la Sécurité Sociale) va inaugurer la série des interventions de la tendance trotskyste. (...) Il va tout de suite révéler ce que sera la tactique commune à tous les intervenants de sa tendance. On peut appeler cela une interprétation optimiste du rapport de Bergeron, ou encore une méthode d'enveloppement qui consiste à vous faire prisonnier de quelques phrases que vous avez prononcées. On les met en valeur, on les prolonge ... finalement on leur fait dire beaucoup plus qu'elles n'ont voulu dire. Cela permet de féliciter Bergeron pour la "netteté" d'une prise de position qui n'était peut-être pas aussi catégorique : cela permet aussi d'ouvrir la voie à une motion de synthèse que l'on adoptera en fin de compte."

Parmi les intervenants du débat général, cette orientation est aussi celle d'Alexandre Hébert. Cependant, plusieurs délégués ne partagent pas, eux, l'"interprétation optimiste" du rapport de Bergeron et sont franchement critiques, comme Malnoë des Métaux de Saint-Nazaire, Maurice Joyeux (connu par ailleurs comme dirigeant de la Fédération anarchiste) qui demande, et n'obtient pas, une prise de position explicite selon laquelle FO ne siégerait pas dans le "Sénat" en cas de

victoire du Oui, ou encore René Dumont, des Bibliothèques publiques, dont je ne sais pas s'il est encore membre de l'OCI à cette date, mais c'est fort possible, qui condamne l'expression de "partenaires sociaux" dans le rapport confédéral pour lequel Lambert et Hébert s'appêtent à appeler à voter. Ce qui ressort des compte-rendus forts précis de la "RP", qui est à cette date de 1969 la voix autorisée des militants lutte de classe de FO autres que ceux que représentent Hébert et Lambert, c'est que le "Non" de Bergeron n'est pas un Non pur et simple, mais plutôt un "Non, mais ...". Il donne blanc seing aux instances confédérales pour participer éventuellement aux organismes que De Gaulle veut créer, et il s'ensuit que l'interprétation "gauche" de la ligne Bergeron donnée par Lambert puis par Hébert devant le congrès consiste en fait aussi à lui laisser ouverte cette possibilité ...

L'histoire en décidera autrement : le Non l'emportera, à la fois en raison du mouvement de la classe ouvrière, la CGT appelant à son tour après FO (alors que la CFDT et la plus grande partie de l'extrême-gauche dont la Ligue et LO s'abstiennent), et de la crise de la bourgeoisie, le ministre des Finances Giscard d'Estaing décidant d'appeler au vote Non pour pousser De Gaulle vers la sortie. Toute la stratégie de Lambert au congrès en est-elle pour autant validée ? Non, pas toute, car le climat du congrès dès son intervention et probablement avant montrait que rien ne pouvait empêcher la prise de position pour le Non ; d'ailleurs, selon la biographie d'André Bergeron accréditée par lui-même (*André Bergeron, une force ouvrière*, par Jean-Louis Validire, Plon, 1984) il apparaît que la décision était acquise avant même le congrès, même s'il est probable que Lambert a poussé le congrès à lui donner une publicité plus ample que ce qu'aurait souhaité au départ Bergeron. Aider celui-ci à se ménager la possibilité de participer au "Sénat" n'était donc pas une conciliation nécessaire pour faire passer le Non, mais un gage donné pour fusionner avec la direction confédérale comme son aile gauche officielle, blanchie en quelque sorte dans cette intégration à l'appareil par l'appel au vote Non. S'intégrer à un appareil syndical n'est pas forcément contre-révolutionnaire, mais toute la question est de savoir ce qui est donné en échange : là, le deal est clairement que dans son mouvement vers la gauche, FO n'ira pas plus loin. La "RP" laisse nettement entendre qu'il y a eu entente préalable entre les tenants de la tactique mise en œuvre par Lambert et Bergeron, ce qui expliquerait d'ailleurs que Lambert ait été le tout premier intervenant du débat général, juste après le rapport de Bergeron. La stratégie de fraction a donc ici pris la forme d'une entente entre chefs : est-ce cela que Lambert entend par "respect des prérogatives ..." ? Très probablement. On le voit, le retour sur les faits, sur le déroulement précis du congrès historique de 1969 porte un coup aux deux légendes complémentaires, la légende hagiographique et la légende diabolique. Selon la première, en usage dans l'OCI depuis les années 1970, Lambert par un coup de génie de stratège syndical a renversé De Gaulle en 69. Selon la seconde, il n'a fait que s'allier avec Bergeron qui serait la droite, la CIA et tutti quanti. En réalité, la manœuvre de 69 s'insère bel et bien dans la contre-attaque ouvrière qui va chasser De Gaulle sur la base de mai 68, bien que sans alternative contre lui, et elle la renforce, mais elle se complète de manière non nécessaire d'une alliance au sommet pour que le mouvement vers la gauche de FO dans le sens de l'indépendance de classe n'aille pas plus loin, Lambert et Hébert devenant les garants de Bergeron.

**Il est important de comprendre la dualité de ce qui s'est passé en 1969. Faire passer les alliances d'appareil pour un bloc préservant l'indépendance syndicale, c'est pour le moins de l'opportunisme, mais croire que tout bloc n'est qu'une alliance d'appareil n'en serait que le reflet gauchiste.**

## **Savoir démêler les deux faces de l'héritage.**

Deux choses sont entremêlées ici.

Faire bloc avec les courants réformistes et l'appareil confédéral à un moment donné en s'appuyant sur la pression de la classe ouvrière était parfaitement justifié du point de vue révolutionnaire. Mais la ligne de "montée dans l'appareil", peu regardante sur la réalité de sa politique, qui se greffait là-dessus, n'en découlait pas automatiquement. Si le premier aspect a fortement contribué à ce "retard de 25 ans" dans la mise en œuvre des soi-disant "réformes" que déplorent les représentants du capital, le deuxième aspect, lui, n'y a pas contribué du tout, au contraire sa mise en œuvre systématique depuis a aidé à l'adaptation progressive de FO à certaines des dites "réformes", contre la classe ouvrière.

De façon un peu schématique, mais historiquement valable, on peut dire que l'équation qui porte Marc Blondel à la tête de FO en 1989 est issue de l'"alliance de 1969" et que Jean-Claude Mailly son successeur en est donc issu aussi. Or, les nombreux responsables d'Unions départementales et de fédérations que le PT compte dans FO n'ont pas été en mesure de conduire cette confédération à un engagement explicite pour le Non, sur une question qui n'est pas sans analogies nombreuses avec celle de 1969, lors du référendum de 2005 -ils n'ont d'ailleurs pas essayé- ; et récemment, ils ont sans doute déploré, mais n'ont ni pu ni vraiment cherché à empêcher la signature (avant même la CFDT ! ) de l'accord dit de "modernisation du marché du travail" de janvier 2008 par la confédération, et ils s'opposent à toute dénonciation de cette signature en expliquant que ce serait casser la baraque par rapport à la direction confédérale : l'intégration à l'appareil syndical a donc plus d'importance que les intérêts de la classe ouvrière. On dénonce vigoureusement à longueur de colonne "l'Union européenne", mais pas Sarkozy ni la signature d'accords de ce type par FO : telle est la politique des héritiers du second aspect de la stratégie de Lambert en 69, le compromis d'appareil abusivement confondu avec un bloc pour la défense de l'indépendance syndicale envers l'État et le patronat. Cet héritage a fourni une rente de situation dans laquelle sont installés ces permanents syndicaux à des échelons divers, mais aujourd'hui ils seraient bien incapables d'entraîner à nouveau leur confédération dans un acte fort comme ce que fut le Non en 1969 : otages de leur politique et attachés à leur rente, ils risqueraient d'accompagner l'intégration à l'État en cultivant en diverses proportions silence complice, regrets hypocrites, justifications tortueuses et invocations rituelles envers le "respect des prérogatives", à moins (car l'histoire n'est jamais écrite à l'avance) que les pressions de la classe ouvrière et peut-être un peu de la culture de lutte de classe qu'il leur reste n'en fassent pencher dans le bon sens un nombre significatif ...

Ironie suprême de l'histoire, la composante "Hébert" du courant historique "Hébert-Lambert", les militants et responsables qui s'inspirent d'un certain anarcho-syndicalisme, est aujourd'hui en opposition ouverte à plusieurs aspects de la politique confédérale, de l'adhésion à la Confédération Syndicale Internationale à la signature de cet accord phare de janvier 2008. Alors qu'à l'origine

Lambert avait développé, théorisé et systématisé ce que faisait Alexandre Hébert, ce dernier et les militants qu'il inspire ont été largement doublés vers la droite par les tenants de la rente de situation marchandée en 1969 ...

## **1959 : pas de Non à la V<sup>o</sup> République !**

Si, dans la combinaison de 1969, se mêlent deux méthodes, amalgamées l'une à l'autre par Lambert et aussi par beaucoup de ses détracteurs, cet amalgame est, lui, plus ancien. C'est en écrivant mon [article biographique sur Pierre Broué](#) en 2005, en anglais dans *Revolutionary History*, vol. 9, n°4) que j'ai été amené à étudier les congrès de la CGT-FO et l'orientation du PCI-groupe la Vérité-OCI dans les organisations syndicales durant les années 1950 et 1960, aboutissant à une petite découverte qui, formulée trop abruptement, conduisait à une erreur factuelle. Je cite mon article sur Pierre Broué :

" ... faire jouer son rôle au syndicat ne veut pas dire cautionner n'importe quoi pour s'intégrer à sa direction. Or, c'est bien en 1959 que Lambert et Hébert votent le rapport moral de FO pour la première fois : en 1959, alors que le bilan de la direction Bothereau face au gaullisme est pitoyable, à la différence de la FEN à cette époque et à son avantage : la FEN a appelé à voter Non à la constitution gaulliste, et la CGT aussi, pas même FO. Ce vote est un moment important et ignoré des divers "historiographes" du "lambertisme". Ses adversaires vouent une hostilité cosmique à Lambert qui les pousse à le charger le plus possible en remontant aux temps les plus reculés (...), tandis que l'hagiographie écrite par les intéressés eux-mêmes accorde une valeur historique au vote du rapport moral de FO par Lambert en ... 1969 qu'elle présente mensongèrement comme la première fois (voir par exemple le livre *Itinéraires*, de Daniel Glückstein et Pierre Lambert). Il est évidemment plus "convenable" du point de vue "révolutionnaire" de relier son ralliement à la direction de Force Ouvrière à la victoire ouvrière et démocratique que fut le Non au référendum gaulliste de 1969 plutôt qu'au cautionnement du refus de voter Non ... en 1958."

Or, en 1959, Lambert n'est pas à FO et donc pas présent à son congrès. En outre, les délégués membres de son organisation (Daniel Renard et René Dumont) présents à ce congrès ne votent pas le rapport moral, mais s'abstiennent et s'expriment en ce sens -ce qui constituait déjà une première, jusque là ils avaient voté contre. C'est Alexandre Hébert qui vote pour le rapport moral en 1959, pour la première fois -il ne le revotera plus jusqu'en 1969, cette fois-ci avec Lambert bien présent et jouant le premier rôle, pour le revoter ensuite à tous les congrès confédéraux sans exception. Lambert ne sera syndiqué à FO, au syndicat des employés et cadres de la Sécurité sociale de la région parisienne, qu'à partir de 1961. Je dois donc rectifier ce que j'ai écrit concernant les faits. Mais je suis, par ces mêmes faits, conduit à en confirmer l'appréciation politique que j'en avais tirée, tout en l'affinant.

Ce congrès de 1959 se déroule en effet dans un contexte qui est pour ainsi dire l'inverse de ce qui se présentera dix ans plus tard, en 1969. La classe ouvrière a subi une défaite grave avec le coup d'État de mai 1958, conduisant à l'instauration de la V<sup>o</sup> République. Un aspect majeur de cette défaite est qu'elle s'est produite sans combat sérieux contre la venue au pouvoir de De Gaulle. La poussée la

plus avancée vers ce combat fut la manifestation du 28 mai 1958 provoquée par la FEN (la Fédération de l'Éducation Nationale), mais elle fut sans lendemain. Les carottes étaient cuites quand De Gaulle soumit sa constitution à un référendum qui était en réalité le plébiscite de sa prise de pouvoir. Si le PCF, la CGT, la FEN, le Parti Socialiste Autonome (formé par les exclus et dissidents de la SFIO hostiles à sa politique algérienne et au ralliement de Guy Mollet à De Gaulle) appelèrent à voter Non, la direction Mollet de la SFIO appelant à voter Oui, FO refusa de donner une consigne de vote de même que sa direction nationale avait refusé d'appeler à quelque action que ce soit contre le coup de force tout au long du mois de mai, même quand l'avant-poste de la lutte semblait être tenu non par "les communistes", mais par les cousins réformistes et laïques de la FEN. Au lendemain de la victoire du Oui, instaurant le régime de la V<sup>o</sup> République, Robert Bothereau, prédécesseur de Bergeron, qualifia ce Oui comme un "Oui de la démocratie", censé noyer les "ultras" d'Algérie (qui avaient été ses initiateurs ! ) dans le soutien à De Gaulle au nom de la "démocratie". Cette formule était par un apparent paradoxe la même que celle du dirigeant du PCF Thorez et du dirigeant de la CGT Frachon, qui, eux, après avoir présenté De Gaulle comme un "agent du fascisme" le virent soudain en "rempart de la démocratie". Cependant une aile de la confédération, représentée dans sa direction par d'anciens "révolutionnaires", André Lafond et Raymond Le Bourre, est à la fois "Algérie française" et ouvertement ralliée à la V<sup>o</sup> République. Un incident fumeux a étalé au grand jour leurs rencontres officieuses avec Michel Debré, le père de la constitution de la V<sup>o</sup> République, alors premier ministre, et les chefs gaullistes : une panne d'ascenseur suite à laquelle le réparateur est arrivé avec des photographes de presse, ce qui provoqua ou accéléra la démission de Lafond de tous ses mandats syndicaux et l'éviction de fait de cette tendance, juste avant le congrès d'avril 1959. Cette rupture pèse sans doute beaucoup aux yeux d'Hébert pour considérer que la direction Bothereau a finalement résisté à la tentation gaulliste et mérite d'être félicitée pour cela, alors que son attitude se situe très en deçà de celle de la FEN.

Un courant s'était bien dégagé dans FO pour que la centrale appelle au vote Non en septembre 58, avec un appel de 58 responsables -parmi lesquels Clément Delsol, lié à la "RP", Pierre Bérégovoy de Gaz de France (le futur premier ministre de Mitterrand), Maurice Labi de la Chimie (qui passera plus tard à la CFDT) et les anciens du PCI Michel Lequenne et Marcel Gibelin. Mais ni Hébert, ni Renard, ni Dumond ne figurent parmi les 58 dans la liste que donne la RP n°431, sept. 1958. Au congrès d'avril 1959 l'opposition de gauche est vive et s'exprime par les voix de Soffietto, secrétaire de l'UD de la Loire, Henri Lapeyre, secrétaire de la fédération des Travaux publics et des Transports, Laval, de la Métallurgie, et les votes contre le rapport moral sont nombreux (environ 11,5 % des mandats, qui correspondent essentiellement à cette opposition portant notamment sur l'attitude envers le coup d'État gaulliste). Et c'est dans ce contexte précis qu'Alexandre Hébert choisit de se déclarer satisfait de l'orientation confédérale et d'appeler à voter pour : les 11,5% sont donc atteints sans lui. Henri Lapeyre exprime sa surprise : "Mon ami Alexandre Hébert ne m'a pas facilité la tâche, car je pensais qu'il aurait dit un certain nombre de choses. Il ne les a pas dites." (la RP n° 429 de mai 1959). Hébert apporte aussi son soutien à une résolution rejetant "toute action commune avec la CGT communiste" à laquelle les autres militants lutte de classe s'opposent. Raymond Guilloré, chroniqueur de la RP, exprime sa perplexité devant ce qui apparaît comme un revirement à un moment stratégique, et cela en contradiction avec l'ambiance générale très "gauche" des délégués au congrès.

Après quoi Guilloché poursuit malicieusement :

"J'aimerais seulement comprendre un peu mieux. Je me suis adressé à Lambert qui -autre sujet d'étonnement- a approuvé sans réserve la position de Hébert. Comme lui, il m'a mis en garde contre la "phrase gauchiste" et comme lui, il m'a fait valoir que le "rapport des forces" n'était plus en faveur de la classe ouvrière. Ah ! Ce fameux "rapport des forces" ! J'admets, en effet, qu'il s'est modifié. J'avoue que je ne vois pas très bien pourquoi, de ce fait, le bureau confédéral n'a plus droit qu'à des louanges. Et puis, comment Lambert saura-t-il que le rapport des forces est en train de se modifier à nouveau, et cette fois en faveur de la classe ouvrière ? Quand Lambert s'en sera rendu compte, il voudra bien nous le faire savoir au plus vite." (RP de mai 59).

Nous voilà, dix ans avant 1969, aux racines non de la victoire du Non cette année là, qui fut un effet différé décisif de mai 68, mais aux sources du "pacte" conclu avec la couche dirigeante de l'appareil confédéral. En 1959, les courants gauche de FO, d'inspiration socialiste de gauche, syndicaliste révolutionnaire, anarcho-syndicaliste, trotskyste, ou tout simplement basés sur des militants combattifs, voulaient une opposition réelle au régime né du coup d'État de 58, et représentaient une force et un potentiel importants.

En 1969 et par la suite, ils ont été soit phagocytés, soit éliminés (certains s'étant éliminés tout seuls comme Maurice Labi qui rejoint la CFDT du temps de l'autogestion) et leur terrain est occupé par le dirigeant de l'UD de Loire-Atlantique, Hébert, se référant à l'anarchisme, avec Lambert qui rejoint FO en 1961, et l'on peut douter que ce fut une simple adhésion syndicale de base et non pas une entrée négociée au sommet en relation avec les gages donnés en 59. Lors du congrès de 59 où cette politique fut inaugurée les délégués membres du groupe la Vérité (Renard et Dumont) s'étaient abstenus sur le rapport moral -un compromis entre la nouvelle orientation d'Hébert, soutenue et probablement conseillée par Lambert, et leur attitude antérieure.

Certes je fais là un résumé un peu schématique : cette orientation s'est déployée progressivement, puisque les deux larrons voteront à nouveau en "contre" jusqu'en 1969, mais elle s'est tout de même affirmée nettement en 1958-1959, c'est-à-dire pas n'importe quand, mais précisément lors de l'avènement de la V<sup>e</sup> République, et pour protéger une direction syndicale qui n'avait pas voulu s'opposer à ce régime. Ce qui, pour le coup, est exactement le contraire du récit hagiographique à destination des militants de l'OCI, puis du PT, sur le Non à De Gaulle en 69 comme acte originel de l'intégration à l'appareil confédéral, censé lui conférer une aura révolutionnaire ...

## **En amont de FO : Lambert et la tradition syndicale.**

### **Nous dirons donc qu'en 1961 Lambert adhère à FO ...**

En ce qui concerne mon erreur dans mon précédent article sur Pierre Broué, reprise dans mon premier article sur Pierre Lambert, il faut dire qu'il y a un certain flou à propos de la date exacte d'adhésion de ce dernier à la CGT-FO. Le bruit selon lequel il aurait "voté le rapport moral" au congrès de 1959 date en effet ... de 1959, puisque selon le "journaliste d'investigation" Christophe Bourseiller (Cet étrange Monsieur Blondel, Bartillat, 1997), le journal La Vérité des Travailleurs

n° 29 de mai 1959 critique Daniel Renard, Alexandre Hébert et Pierre Lambert pour avoir voté le rapport moral de Bothereau. En fait, comme nous l'avons dit, seul Hébert l'a voté, Renard s'est abstenu et Lambert n'était pas là. La Vérité des Travailleurs était le journal du PCI "minoritaire" formé lors de la scission de 1952 autour de Pierre Franck, quand la majorité du PCI fut exclue bureaucratiquement de la petite IV<sup>e</sup> Internationale -c'est donc l'organe du courant ancêtre de la LCR. Erreur ou malveillance de la part de ce journal, Christophe Bourseiller tombe dans le panneau et en déduit que Lambert, employé de la Sécurité sociale, est à FO à cette date.

Mais Bourseiller s'appuie sur ce qu'en dit l'auteur de la notice du Maitron, le Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier, auteur qui est Pierre Broué : "En 1958, tout en occupant des responsabilités à Force ouvrière, il [Lambert] était également membre d'honneur du syndicat CGT des monteurs-levageurs et avait à ce titre un bureau dans leur local de la Bourse du travail de Paris." L'on doit déduire de tout cela qu'à la fin des années 1950, bien que Lambert ne soit pas encore en fait syndiqué à FO et ne puisse donc s'exprimer dans ses congrès, il a déjà la réputation d'agir dans FO et d'y avoir de l'influence au point que dans la mémoire de son camarade (dans cette période) Pierre Broué il y est déjà. Chose plus originale et qui ne manque pas de panache, il passe même pour être à la fois à la CGT et à FO (en pleine guerre froide ! ), étant, professionnellement, d'une part employé de la caisse d'allocations familiales depuis le début des années 1950 selon la plupart des sources (imprécises), et d'autre part à demi-permanent pour le syndicat CGT des monteurs-levageurs.

Dans *Itinéraires* Pierre Lambert ne donne pas de date sur son adhésion à FO, mais acquiesce à Daniel Gluckstein qui résume ainsi plusieurs années : "Militant ouvrier, militant syndical, membre de la CGT jusqu'en 1952, tu demandes à être réintégré pendant plusieurs années. Finalement, c'est au début des années soixante que tu rejoins Force ouvrière ?". Dans une interview au Monde le 20 avril 1988 c'est en 1962 qu'il déclare avoir adhéré. Dans le supplément spécial à *Informations Ouvrières* publié lors de son décès, la date donnée est 1961 -je l'ai retenue ici mais on voit qu'elle reste un peu incertaine.

Ces variations confirment à mon avis le fait que Pierre Lambert n'adhère pas comme un simple syndiqué, mais dans le cadre d'un accord avec des responsables avec lesquels il travaille déjà, le faisant secrétaire de la Chambre syndicale des employés et cadres FO de la région parisienne (toujours d'après Lambert lui-même dans *Itinéraires*). En même temps, il est toujours secrétaire des monteurs-levageurs CGT, pour quelques années encore jusqu'à la disparition de ce métier -il déclare l'avoir été pendant près de 10 ans, sans donner de dates : "Un bureau au troisième étage de la Bourse du travail et un bureau au cinquième étage ! " Un bureau à la CGT, un bureau à FO, en pleine guerre froide, chapeau l'artiste !

### **Les gars du bâtiment.**

Mais Pierre Lambert n'était pas monteur-levageur !

Ce syndicat, comme celui des Charpentiers en fer, perpétuait dans la fédération du bâtiment des traditions révolutionnaires fortes dans ce milieu, associées à un syndicalisme de métier, et non à un syndicalisme d'industrie : contrairement à la représentation la plus courante, qui il est vrai a souvent

correspondu à la réalité, il est arrivé, notamment dans le bâtiment, que ce soient de vieux syndicats de métiers, avec une identité professionnelle, corporative, très forte, véhiculant parfois des souvenirs des compagnonnages, qui représentent des traditions révolutionnaires face à un syndicalisme d'industrie plus centralisé et plus bureaucratique.

Dans la seconde partie des années 1930, les syndicats CGT des terrassiers, puisatiers, tubistes, poseurs de rail ... étaient autant de petits bastions anti-staliniens et souvent aussi anti-réformistes, présents dans la tendance révolutionnaire des Cercles syndicalistes Lutte de classe aux côtés des instituteurs de l'*Ecole Emancipée* et de groupes de métallurgistes animés par un exclu du PCF, Eugène Galopin. Leur principal porte-parole, Pierre Dichamp dit Riguidel, a écrit souvent dans la presse anarchiste ainsi que dans la RP après la guerre.

Pendant la seconde guerre mondiale, un jeune militant trotskyste, Henri Souzin, devient secrétaire des Peintres en bâtiment de la région parisienne ; il "tombe" en novembre 1942 et sera tué par les nazis. En nouant une relation particulière avec un petit syndicat de métier de culture anarcho-syndicaliste, Pierre Lambert s'inscrit donc dans une certaine tradition. Même le fait d'être choisi par le syndicat alors que l'on n'appartient pas à la profession, parce qu'on est un militant réclamé comme porte-parole et porte-plume, relève sans doute plus ici de ces traditions que d'une pratique qui, en d'autres temps et dans un autre contexte, pourrait être plutôt bureaucratique.

Pour réussir l'exploit d'être à la fois à la CGT et à FO pendant quelques temps au début des années 1960, il faut avoir une solide expérience et de bonnes relations avec de nombreux militants, une très bonne connaissance des milieux concernés. Les adversaires du "lambertisme" ont naturellement tendance à voir de la magouille et de la manœuvre dans ces relations. Sans nier leur part probable de roublardise et d'entregent, je considère qu'il n'est pas de bonne méthode historique de transposer sur le passé et sur toute la vie d'un militant les critiques qu'on peut lui faire sur le rôle qu'il a joué par la suite, et j'incline donc à penser que ce Lambert là, celui de la Chambre des employés et cadres et de la petite fraternité des monteurs-levageurs, est un militant syndicaliste remarquable qui bénéficie, dans des circonstances difficiles, d'une reconnaissance peu courante. Comment l'est-il devenu ?

## **1944 : la métallurgie parisienne.**

Pour le comprendre il nous faut remonter encore en arrière, en 1944. J'ai conscience que le texte que j'écris contredit le le cours du temps : nous sommes remontés de 69 à 59, nous voici en 44, et nous allons d'ailleurs remonter un peu plus haut encore. Mais je ne souhaite pas, à ce stade, donner un récit organisé où les explications ressortent d'elles-mêmes. Aux lecteurs de réfléchir. La trajectoire de Pierre Lambert est un bloc de l'histoire du mouvement ouvrier qui mérite d'être connu et décortiqué. Poursuivons donc cette réflexion à la recherche des faits.

En 1944, sortant de la clandestinité, le jeune PCI (Parti Communiste Internationaliste) voit plusieurs de ses militants jouer un rôle dirigeant au plan local dans la CGT, en même temps que dans une série d'organismes qui ne survivront pas quand la situation révolutionnaire ouverte par l'effondrement de l'occupation et du régime de Vichy aura pris fin : commissions ouvrières à la production, milices ouvrières patriotiques ... Dans ce contexte l'ascension du jeune Lambert, qui

semble avoir commencé au printemps 1944, donc encore dans la clandestinité, est probablement la plus rapide au niveau de la CGT. Dans *Itinéraires*, il évoque sa responsabilité comme secrétaire de l'union locale CGT de Clichy, à la conférence ouvrière à la production organisée par l'union CGT de la Métallurgie parisienne où il explique avoir échoué à imposer une véritable commission d'organisation de la production parce que les staliniens n'en voulaient pas, mais la suite de l'entretien avec Daniel Gluckstein ne dit pas comment cette première ascension syndicale s'est dénouée.

Michel Lequenne, dans *Le trotskysme, une histoire sans fard* (Syllepse, 2005) donne sa version :

"Tous les trotskystes que j'avais rencontrés depuis mon entrée dans le mouvement jusqu'à la libération de Paris m'avaient impressionné par leur caractère et leurs connaissances. (...) Un seul m'était apparu comme peu sérieux : mon responsable de rayon [le rayon Paris Nord], Lambert. Je devais apprendre plus tard que, s'il s'était lui aussi investi dans une entreprise, il n'y avait pas fait, comme tous les autres, un travail d'implantation à la base, mais avait trouvé le moyen de se mettre en contact avec l'appareil clandestin de la CGT et d'y monter, sous le pseudonyme de Temansi, et ... si haut que notre direction découvrit tout à coup que ce trotskyste, sous sa fausse identité, était sur le point de devenir membre de la direction confédérale, ce qui aurait pu être la source d'un énorme scandale, avec l'accusation de provocation. Il fallut faire disparaître Temansi de la circulation."

Je crains que nous ayons là un exemple d'hostilité cosmique réinterprétant le passé pour montrer combien était a priori répréhensible le personnage : ce que suggère Lequenne (qui fut exclu du PCI avec Marcel Bleibtreu et leur tendance par Lambert en 1955), c'est que Pierre Lambert, pourvu en quelque sorte de talents bureaucratiques innés, sitôt rentré en usine se retrouve permanent et dirigeant parmi les dirigeants staliniens, sous un faux nom. Une version dérivée de cette interprétation se trouve dans le livre de Bourseiller, qui a mélangé cet épisode avec celui des monteurs-levageurs. Mais en quoi était-ce un méfait que de "monter" rapidement dans une CGT en pleine ébullition, en pleine réorganisation, soumise à la pression de milliers et de milliers de travailleurs qui tendaient à s'emparer des usines et s'étaient effectivement emparés de beaucoup, les patrons collabos étant en fuite ? Est-ce que cette ascension rapide ne montre pas plutôt qu'une intervention concertée, nécessitant une approche moins gauchiste, du jeune PCI, aurait pu avoir des fruits bien plus importants ? A la date de 1944 l'effectuer sous un faux nom n'a rien d'étonnant. Même le risque invoqué d'accusation de provocation par les staliniens est en réalité amplifié par la politique du PCI qui ne comprend pas l'intérêt en 44 d'un travail d'implantation syndicale systématique puisque les "soviets" sont à l'ordre-du-jour : si "Temansi" avait été découvert, il aurait été possible de demander pourquoi le PCF dénonçait un délégué ouvrier et organisateur syndical au prétexte d'un pseudo alors que ses propres militants et responsables étaient eux aussi souvent connus sous des pseudos.

Tout cela étant dit, la surprise de Michel Lequenne traduit sans doute les sentiments de la direction et de la plupart des autres militants du PCI : Lambert avait agi en franc tireur en prenant des risques

et en en faisant prendre au parti. Il aura donc retiré ses billes à la demande du PCI avant d'être "découvert".

De l'avis de Lambert dans *Itinéraires*, bien qu'il ne détaille pas du tout ses expériences et ne dise rien des problèmes de discipline interne alors rencontrés avec le PCI, l'année 1944 est fondatrice : elle lui apprend la lutte des classes et fait de lui un syndicaliste. Ce qui nous conduit, une dernière fois, à revenir en arrière : en 1944 Lambert est militant depuis dix ans.

## **La préhistoire, fondatrice aussi.**

A 13 ans et demi-14 ans, il rejoint les Jeunesses communistes suite aux événements de février 34 : l'unité ouvrière, les combats de rue contre les fascistes. Il est exclu pour trotskysme en 1935 alors qu'il ne l'est pas encore. Il rejoint en fait la Gauche révolutionnaire de la SFIO de Marceau Pivert, mais est désormais proche des trotskyste du groupe de Raymond Molinier, dont il sera membre à part entière, selon les versions, entre 1936, 1937 ou 1938. Il poursuit des études d'Histoire lorsque la guerre commence et est arrêté avec 10 autres militants en février 1940 pour "propagande communiste nuisant à la défense nationale" et se serait évadé à la faveur de la débâcle. Il mène alors une existence difficile, clandestine, comme d'autres militants, pendant quatre ans, avec de nombreux pseudonymes.

Il appartient à l'ancien courant "Molinier", qui n'est pas le principal groupe trotskyste, sous ses noms successifs de groupe "Que faire ?", groupe "La Seule Voie", Comité Communiste Internationaliste. Il s'y oppose à la ligne préconisée par son principal dirigeant au début de la guerre, Henri Molinier, dit Testu qui prédisait une longue stabilisation de l'Europe partagée entre Hitler et Staline et en déduisait qu'il fallait faire un travail de longue haleine dans le PCF et dans le RNP vichyste (le Rassemblement National Populaire de Déat) : contre cette position Lejeune (pseudo de Boussel) argue que le plus probable est l'extension de la guerre et refuse les conclusions de Testu. Ce débat est interrompu par l'invasion de l'URSS en juin 41 qui pousse Testu à changer d'avis. Lejeune s'opposera bientôt à nouveau, fin 1943, à la direction du groupe représentée par Jacques Grinblat dit Privas, qui nie la réalité d'une révolution indépendante de l'impérialisme en Italie : contre Privas il rejoint cette fois-ci Testu ainsi que le militant espagnol Fon Ferran et Claude Bernard dit Raoul. Il est exclu du CCI pour avoir tenté de rallier à la position de sa tendance des stagiaires non encore intégrés au comité.

Mais cette exclusion intervient alors que le processus de fusion des principaux courants trotskystes français, donnant naissance au PCI, est en cours. Rejoignant pour la circonstance un petit cercle d'une quinzaine de membres, le groupe Octobre, Lambert-Lejeune-Temansi se retrouve avec les autres trotskystes, dont ceux qui venaient de l'exclure, dans le jeune PCI, section française de la IV<sup>e</sup> Internationale. Commence alors cette expérience des usines parisiennes et de la CGT qui instaure, de son propre avis, sa maturité militante définitive. Trois remarques importantes doivent être faites pour situer son expérience par rapport à celle de l'ensemble des militants trotskystes de l'époque. Premièrement, le jeune Lambert est dans la norme de ces militants au plan social : jeune, sans travail stable, pouvant être considéré selon les angles comme un jeune travailleur pauvre, un intellectuel déclassé, un révolutionnaire professionnel ou une personnalité d'aventurier. Les

conditions historiques sont ici déterminantes. Il n'y a pas d'ancrage syndical ni en général d'ancrage dans un milieu régulier d'intervention, dans la classe ouvrière, pour lui jusqu'en 1944.

Deuxièmement et ce point est important, ces années d'apprentissage se font dans le cadre du courant "Molinier" (Raymond Molinier, son frère Henri, et Pierre Frank en sont les animateurs). Ce courant depuis 1935 est tenu en suspicion par Trotsky. Si la rupture a eu pour cause la volonté de Molinier de rester à la SFIO lors de l'exclusion des trotskystes et une certaine tentation de trouver des "raccourcis" et de s'adapter à la "mystique Front populaire", ce qui lui est vraiment reproché ce sont ses méthodes : il finance, en choisissant celles qui ont son accord, les activités politiques du mouvement grâce à une entreprise de recouvrement de dettes qu'il avait montée ... Le "style" est quelque chose d'important : il est ici très activiste, parfois anti-intellectualiste, dynamique mais souvent sectaire et agressif. Le POI (Parti Ouvrier Internationaliste, sigle de la section officielle de la IV<sup>e</sup> Internationale à la fin des années trente puis à nouveau à partir de fin 1942) est critiqué par les "moliniéristes" comme trop intellectuel, trop molasson. Cependant c'est aussi au POI que se sont trouvés les quelques militants trotskystes à avoir eu de vraies responsabilités syndicales : les frères Bardin chez les postiers et les techniciens dans les années 1930, Henri Souzin chez les Peintres en bâtiment sous l'occupation. Il y a en effet fort peu de militants trotskystes réellement reconnus comme syndicalistes. A cet égard, le "péché originel", si l'on peut dire, du trotskysme français s'est produit dans les deux années qui suivent sa première organisation, en 1929 : Trotsky lui-même tire à boulets rouges sur son ancien ami Pierre Monatte lorsque celui-ci lance un appel à la réunification syndicale en le traitant de réformiste, l'alliance des trotskystes avec les anciens animateurs, récemment exclus du PC, de la fraction communiste de l'enseignement, qui dirigent la fédération CGTU des instituteurs et formeront bientôt la tendance dite de l'École Émancipée, alliance effectuée dans le cadre de l'Opposition Unitaire de la CGTU, tourne court, et le premier rassembleur du courant trotskyste en France, Alfred Rosmer, figure historique du syndicalisme, prend ses distances, excédé notamment par Raymond Molinier. Donc, des deux courants du trotskysme français qui se rassemblent dans le PCI en 1944, celui qui a formé Lambert est le moins "syndicaliste". Lambert est le premier "syndicaliste" affirmé issu de ce courant.

Troisièmement, Lambert, opposant minoritaire exclu du CCI, donc de l'ancien courant "Molinier", est en somme de la minorité de la minorité au moment de la réunification qui forme le PCI. Autant dire qu'il est à part. Consciemment ou non, faire une percée, en outsider, sur le terrain de l'action syndicale, lui permet d' "exister" dans une organisation dans laquelle il risquait de ne pas avoir de poids. Et effectivement s'il est critiqué, et peut-être jaloué, il est reconnu : à partir de 1945 ou de 1946 il anime, avec Marcel Gibelin avec lequel les relations n'ont sans doute jamais été bonnes, la commission syndicale ou "commission ouvrière" du PCI. D'autres militants syndicaux de valeur s'affirment dans les années qui suivent et travaillent dans le cadre de cette commission, notamment Daniel Renard aux usines Renault, qui y est l'un des dirigeants de la grande grève de 1947. Je ne reviens pas ici sur les batailles dans les grèves et les syndicats, puis lors de la scission de la CGT et du maintien de l'unité de la FEN, qui marquent les années suivantes, et je reprends la piste des affiliations syndicales de Lambert, en reprenant enfin la chronologie dans le bon sens !

## **Les années cinquante n'ont pas été une parenthèse.**

Donc, en 1950, Lambert, qui semble avoir travaillé dans la métallurgie depuis 1945, conduit en 1950 une délégation de militants de la CGT et de la FEN en Yougoslavie. C'est au même moment qu'il participe, comme sa cheville ouvrière, au lancement du journal *L'Unité*, dans le cadre duquel il a fait la connaissance d'Alexandre Hébert. A son retour est déclenchée une procédure d'exclusion de la CGT qui n'aboutira qu'en 1952. Dans *Itinéraires* il explique alors : "Contrairement à la légende, je n'ai adhéré à Force ouvrière qu'en 1961 ou 1962 [nous retrouvons cette incertitude ! ]. Pendant près de dix ans, je suis resté non syndiqué. Pour des raisons de nécessité politique, j'ai concentré mon militantisme pour garantir -avec d'autres, bien entendu- l'organisation trotskyste." Cette affirmation est fautive. Au demeurant, ce n'est pas en ne faisant plus de syndicalisme que Lambert a -effectivement- contribué de manière décisive à préserver l'organisation trotskyste dans les années 1950. Au contraire. Ici intervient le travail précieux de Jean Hentzgen qui a épluché les procès verbaux des comités centraux du PCI pendant ces années. D'abord, c'est par le travail "dans la classe", lors des grèves de 1953, et dans les syndicats, toujours dans la CGT ou en sa direction (dans le cas de campagnes pour la réintégration des exclus), que le PCI maintient son existence, et pas par les polémiques contre Pablo qui sont alors surtout nécessaires d'un point de vue interne, mais évidemment pas à la porte des usines.

Ensuite, Lambert, dès le lendemain de la scission avec les pablistes, développe justement de manière systématique cette idée que c'est le travail dans la classe et dans les syndicats qui doit être le fil à plomb et passer au premier plan. Cela se traduit par des campagnes pour l'unité syndicale lors desquelles Lambert, autre apport du travail de Jean Hentzgen, porte une appréciation positive sur le dirigeant de la CGT, le stalinien Benoit Frachon, qui veut selon lui préserver la CGT des tournants du PCF et qu'il faut appuyer lorsqu'il parle d'unité syndicale, ce qui lui arrive en effet souvent dans la première partie des années 1950. Et, en fait, Lambert sera réintégré à la CGT fin 1954, seul trotskyste connu dans ce cas : Daniel Renard, licencié de chez Renault pour avoir fait grève à l'appel de la CGT et exclu de la CGT la même année, n'aura pas cette possibilité. Voilà qui explique d'ailleurs ... le secrétariat des monteurs-levageurs, qui n'auraient sans doute pas poussé le défi envers la direction PCF jusqu'à rétribuer un secrétaire non membre de la CGT ! Et voilà ce que Lambert dans *Itinéraires* oublie ou ne veut pas dire.

Mais il y a plus. Voici ce que rapporte J.Hentzgen, en se référant systématiquement aux PV du CC du PCI, sur les circonstances politiques de cette réintégration : elle a été convenue directement avec Benoit Frachon ! "Au cours de la même réunion du comité central [le 26 septembre 1954], M. Lequenne dépose une résolution contre la réintégration de P. Lambert dans la CGT. Selon M. Lequenne, B. Frachon a décidé cette réintégration lors d'une réunion avec P. Lambert et R. Chéramy. Le dirigeant CGT juge peu dangereuse la campagne du PCI pour les comités paritaires [des comités d'unité syndicale]. La direction du PCI essaye de s'allier avec l'appareil de la CGT, elle minimise la responsabilité de ce dernier dans l'échec du 28 avril [un appel à la grève de la CGT]. M. Lequenne accuse la direction du PCI de vouloir « monter » dans l'appareil de la confédération. P. Lambert reconnaît que sa réintégration a été décidée par B. Frachon. Finalement, le comité central adopte une résolution Renard qui juge celle de M. Lequenne malhonnête car elle accuse P. Lambert de capitulation devant l'appareil stalinien."

Jean Hentzgen observe qu'au milieu des années 1950 il n'y aucune "préférence pour FO" de la part des trotskystes du PCI. La cellule ouvrière de Loire-Atlantique, chez Hébert, est à la CGT. En général on se retrouve à FO à cause des exclusions stalinienne, parce qu'on n'a pas pu faire autrement. La FEN est extrêmement valorisée, surtout quand, après avoir en 1956 pris position à la fois contre la répression stalinienne en Hongrie et l'intervention néocoloniale franco-britannique à Suez, elle lance une campagne pour l'unité syndicale sous le nom de MSUD (Mouvement Syndical Uni et Démocratique). Même les syndicalistes CFTC sont considérés alors par le PCI comme devant être associés aux campagnes pour l'unité syndicale. En même temps, la méthodologie de Lambert comporte des éléments qui annoncent ce que sera, à partir de 1959 (bien qu'il n'y était pas encore syndiqué comme tel) puis surtout de 1969, sa stratégie de "montée" dans FO.

Posons-nous explicitement la question : a-t-il "dragué" Frachon comme il fera plus tard avec Bergeron ? Mais c'est là mal poser la question. En effet, il n'y avait rien de scandaleux à prendre appui sur les déclarations unitaires de Frachon et les contradictions réelles qui éclataient dans la CGT entre la pression des militants ouvriers et les exigences du PCF, et même le fait que la campagne pour l'unité syndicale impulsée par le PCI ait permis à Lambert d'apparaître comme pro-CGT et d'obtenir sa réintégration, sans "autocritique" ou autre de sa part, ne constitue pas en soi une compromission avec l'appareil. Mais ce que l'on ne peut que supputer, c'est l'état d'esprit dans lequel il a probablement rencontré Frachon. Comme en 1944, il la joue "outsider" alors même qu'il est le principal dirigeant cette fois-ci, du PCI. Il semble en effet que le comité central en tant que tel découvre les faits à sa réunion de septembre 1954. A peine plus d'un an avant, Marcel Gibelin était exclu pour s'être rendu en URSS en tant que syndicaliste FO sans en avoir avisé l'organisation -en 1953 juste après la mort de Staline, en effet une sacrée indiscipline ! Mais là Lambert n'encourt aucun blâme pour avoir traité directement avec Frachon, secrétaire général de la CGT, membre du bureau politique du PCF ...

Concluons : ce que révèle cet épisode, ce n'est pas un opportunisme congénital de Lambert, c'est que le fonctionnement de son parti en a déjà fait, à cette date, un de ces militants "plus égaux que les autres" comme aurait dit Georges Orwell. C'est dans ce fonctionnement du "parti", dont il n'est pas le seul responsable bien qu'il en devienne vers cette date le principal bénéficiaire, et non pas dans la pratique syndicale en soi, que germent les conditions de la "dégénérescence" ultérieure.

Vincent Présumey, le 6 mars 2008.